



ASIA PACIFIC
FOUNDATION
OF CANADA

FONDATION
ASIE PACIFIQUE
DU CANADA

RAPPORT ANNUEL

PERTURBATION ET RÉSILIENCE

2020 - 2021

« *En faisant preuve de résilience face à la perturbation, je suis convaincu que le Canada — ses gouvernements, ses entreprises et sa population — bénéficiera énormément d'un engagement et d'une collaboration continus avec des partenaires de l'Asie Pacifique aux idées similaires.*



Président du conseil d'administration,
l'hon. Pierre Pettigrew

TABLE DES MATIÈRES

PILERS STRATÉGIQUES	4
L'ANNÉE EN BREF	5
LETTRE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	6
LETTRE DE STEWART BECK	8
01 L'ANNÉE EN REVUE	12
02 NOTRE IMPACT	38
03 DANS L'ACTUALITÉ	58
04 ÉTATS FINANCIERS	64
05 DONATEURS	70
06 GOUVERNANCE	74
07 ANNEXES FINANCIÈRES	88

PILERS STRATÉGIQUES

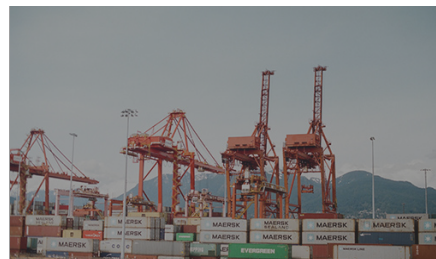
THÈMES TRANSVERSAUX

Éducation

Augmenter les connaissances et la compréhension des jeunes Canadiens au sujet de l'Asie, en rehaussant les programmes d'études et en encourageant les séjours d'études à l'étranger et les stages en Asie.

Réseaux

Soutenir les organisations transpacifiques qui rassemblent les acteurs du monde des affaires, du gouvernement et des universités.



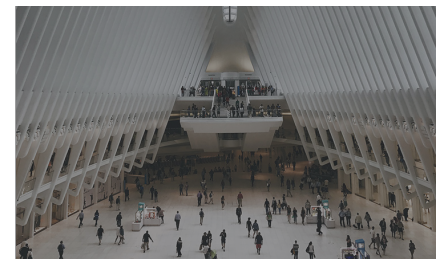
COMMERCE AVEC L'ASIE

Analyser les principales tendances économiques en matière de commerce, d'investissement et de chaînes de valeur mondiales qui sont importantes pour le Canada et la région de l'Asie Pacifique.



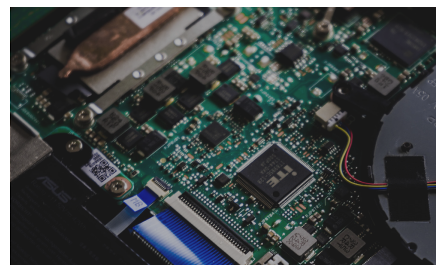
PERSPECTIVES SUR L'ASIE

Faire la synthèse des perspectives sur l'engagement Canada-Asie au moyen de sondages et d'analyses de mégadonnées.



ASIE STRATÉGIQUE

Examiner les événements et les tendances stratégiques qui sont liés à la sécurité dans la région de l'Asie Pacifique et leur impact pour le Canada.



ASIE NUMÉRIQUE

Explorer l'impact des technologies de la quatrième révolution industrielle sur l'engagement actuel et futur du Canada dans la région de l'Asie Pacifique.



RENFORCER LES LIENS AVEC L'ASIE

Fournir des recherches et des analyses sur l'importance de l'Asie aux Canadiens directement présents dans la région de l'Asie Pacifique.



DURABILITÉ EN ASIE

Examiner le développement durable en Asie dans ses dimensions économiques, sociales et environnementales et ses implications pour le Canada.

L'ANNÉE EN BREF

▲ 40 %

de croissance du nombre de visites sur le site Internet

▲ 14 %

de progression du nombre de pages vues sur le site Internet

▲ 13 %

d'augmentation des « abonnés » sur Twitter

▲ 28 %

d'augmentation des « abonnés » sur LinkedIn

▲ 4 %

d'augmentation des « abonnés » sur Facebook

▲ 11 %

d'augmentation des « abonnés » sur Instagram

▲ 42 %

de progression du nombre de vues sur YouTube

▲ 23 %

d'augmentation du nombre d'abonnés à Asia Watch

📅 29

événements virtuels

📄 3

rapports importants

🔍 3

études de cas

👤 2

missions virtuelles pour femmes d'affaires

📄 4

rapports de politique

📊 3

sondages importants

📄 19

éditoriaux publiés

📄 71

blogues

📺 34

vidéos YouTube

👤 6 144

abonnés aux publications en ligne

🤝 5

nouveaux partenaires institutionnels

LETTRE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'hon. Pierre Pettigrew

Au-delà des pertes humaines tragiques, la pandémie de COVID-19 a ébranlé l'économie mondiale, perturbé les chaînes d'approvisionnement internationales et mis en évidence les disparités de richesse et de ressources entre les économies développées et en développement, en particulier celles de l'Asie Pacifique qui ont eu du mal à acquérir des vaccins et à en déployer l'administration, dans un contexte de systèmes de soins de santé sous pression.

Comme le personnel dévoué de la Fondation Asie Pacifique du Canada l'a montré au cours de l'exercice 2020-2021 lorsqu'il a suivi et analysé les réponses de l'Asie à la pandémie, à chaque stratégie d'endiguement et d'atténuation réussie correspond un échec politique aux conséquences désastreuses. Et le Canada peut tirer des leçons des deux, alors qu'il est en voie de sortir de cette crise sanitaire mondiale sans précédent.

À la fin de l'exercice 2019-2020, cependant, je ne peux m'empêcher de remarquer la lumière au bout de ce long tunnel, montrant la voie vers la reprise sociale et économique. Pour le Canada, cette voie doit être reliée à l'Asie Pacifique et à ses économies dynamiques, à son grand bassin de talents en STIM et à la croissance verte et axée sur l'innovation qui sous-tend de nombreux plans de relance économique postpandémie de la région.

En effet, dans tous les domaines imaginables (PIB, consommation, démographie et influence géostratégique), le «siècle asiatique» est arrivé. Malgré la pandémie, d'ici 2040, l'Asie devrait représenter 50 % du PIB mondial, 40 % de la consommation mondiale et 57 % de la population mondiale.

À l'évidence, il faudra relever des défis, notamment la montée du nationalisme et du protectionnisme dans de nombreuses régions du monde et en Asie et, bien sûr, les tensions commerciales actuelles entre les États-Unis et la Chine et la détérioration des relations bilatérales du Canada avec Beijing. Mais s'il y a une leçon à tirer de la pandémie, c'est que nous faisons tous partie d'une communauté mondiale interreliée où les gains, les pertes et les revers nous touchent tous.

En faisant preuve de résilience face à la perturbation, je suis convaincu que le Canada — ses gouvernements, ses entreprises et sa population — bénéficiera énormément d'un engagement et d'une collaboration continus avec des partenaires de l'Asie Pacifique aux idées similaires. Des jours meilleurs nous attendent tous, et le Canada doit jouer un rôle de premier plan dans l'engagement postpandémique avec les diverses économies de l'Asie dynamique pour assurer sa prospérité future.

Comme vous le lirez dans les pages de ce rapport annuel, la volonté de la Fondation d'aider les parties prenantes des secteurs privé et public canadiens à tirer parti des débouchés et à surmonter les obstacles potentiels à l'engagement en Asie n'a jamais été aussi forte. Le moment est venu de s'engager plus profondément dans la région, et la Fondation est particulièrement bien placée pour fournir les recherches, les analyses, les conseils en matière de politiques et les renseignements commerciaux qui aideront le Canada et les Canadiens à s'imposer sur le plan économique et politique dans la région.

Enfin, notre président et chef de la direction, Stewart Beck, quittera ses fonctions en août après sept ans à la tête de notre organisation. Au nom du conseil d'administration, j'aimerais souhaiter à Stewart tout le succès possible et le remercier pour ses nombreuses années de service au Canada, à la Fondation et à l'avancement des relations Canada-Asie.



L'hon. Pierre Pettigrew

LETTRE DE STEWART BECK, PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

Fondation Asie Pacifique du Canada

Au début de l'exercice 2020-2021 de la Fondation Asie Pacifique du Canada, son « pivot pandémie » était en cours, avec une stratégie révisée pour rompre avec nos « programmes réguliers » et recentrer notre recherche pour suivre les expériences des États asiatiques au sujet de la COVID-19 et, au moyen de nos publications et présentations virtuelles, pour les transposer au contexte canadien.

En tant que centre de recherche le plus éminent du Canada sur l'Asie, cette réorientation de l'ensemble de l'organisation était naturelle. Nos équipes polyvalentes de Vancouver et de Toronto se sont unies pour redéfinir nos priorités de travail, afin de soutenir les efforts continus du gouvernement canadien pour atténuer les effets de la pandémie sur l'ensemble de la société et préparer les entreprises canadiennes aux défis — et aux possibilités — d'un ordre et d'une économie mondiaux perturbés.

Heureusement, en tant qu'organisation du savoir, ce pivot s'est fait en douceur, et je suis fier de dire que la Fondation a connu une année exceptionnelle de nouveaux projets, de recherches nouvelles et essentielles, de réseautage, de rassemblement et de création de partenariats. Ces activités sont décrites dans les pages de notre *Rapport annuel 2020-2021 : Perturbation et résilience*.

L'incertitude et la peur entourant la pandémie ont alimenté une inquiétante réaction défavorable à la mondialisation, non seulement en Europe et dans les Amériques, mais aussi dans de nombreuses économies de l'Asie Pacifique, où la perturbation a fragmenté les chaînes d'approvisionnement, aggravé les tensions existantes et suscité de nouvelles préoccupations en matière de sécurité. En effet, maintenant plus que jamais, nous devons redoubler d'efforts pour créer un avenir de progrès équitable et durable, dans lequel le Canada joue un rôle actif et de premier plan, particulièrement en Asie, le nouveau centre de la croissance et de l'innovation mondiales.

Au cœur de ces efforts s'inscrivent l'éducation et la nécessité d'améliorer les « compétences sur l'Asie » des Canadiens — de la salle de classe à la salle d'un conseil d'administration —, pour qu'ils soient mieux informés et préparés au « siècle asiatique », déjà bien entamé.

Cette année, la Fondation a continué à développer son programme d'études sur l'Asie Pacifique, qui fournit des ressources et des ateliers aux enseignants canadiens leur permettant d'intégrer l'histoire et les expériences de l'Asie et des Canadiens d'origine asiatique dans leur enseignement. Et, bien que nos programmes de travail et d'études à l'étranger et nos conseils de jeunes à Vancouver et à Toronto aient été

suspendus cette année en raison des restrictions de voyage, nos cohortes de jeunes ont continué à leurs activités dans des espaces virtuels pour discuter de l'importance des débouchés de l'Asie et des activités postpandémiques.

S'il y a un côté positif à une pandémie, pour la Fondation, ce fut la possibilité de réunir des intervenants et des parties prenantes de toute la région de l'Asie Pacifique dans des environnements virtuels. Je suis particulièrement fier des événements en ligne de grande valeur que nous avons organisés cette année, pour réunir des amis et des partenaires du monde entier avec des leaders d'opinion des gouvernements, du monde des affaires et de la culture des pays asiatiques, ainsi que de la capacité de notre équipe de Toronto à transformer deux missions commerciales féminines en conférences virtuelles multilingues pour les entrepreneures canadiennes désireuses de s'engager sur les marchés de la Corée du Sud et de Taïwan.

Nos autres activités de réseautage se sont poursuivies sans relâche cette année, notamment notre Conseil consultatif annuel des chefs d'entreprise sur l'Asie, qui s'est réuni virtuellement pour discuter du renforcement des relations Canada-Asie après la COVID-19, et le symposium numérique du Conseil consultatif des entreprises de l'APEC, organisé pour explorer les innovations contribuant à relancer les économies de l'APEC et à atténuer l'impact de la pandémie.

Toujours cette année, la Fondation a étendu ses partenariats institutionnels, en recherchant des organisations aux vues similaires et travaillant dans des domaines semblables avec des objectifs complémentaires. Nous avons officialisé des partenariats avec la Fondation Chili Pacifique; la IITM-Pravartak Technologies Foundation de l'Inde; la Supergrappe des technologies numériques (STN)

du Canada; le réseau mondial des professionnels autochtones de la Nouvelle-Zélande, INDIGI-X; et l'Association coréenne sur l'éthique en intelligence artificielle. À l'automne, nous avons organisé une série d'ateliers sur l'agriculture régénératrice avec la IITM-Pravartak Technologies Foundation et la STN. Cette série catalytique de tables rondes sur la durabilité, les technologies émergentes et les mégadonnées a entraîné des collaborations permanentes entre des innovateurs au Canada et en Inde. Ces partenariats nous ont permis d'étendre nos réseaux, d'éclairer nos recherches et de nous imposer comme principale ressource en matière de recherche et de conseils stratégiques Canada-Asie.

Notre Partenariat APEC-Canada pour l'expansion des entreprises, une initiative pluriannuelle mise en œuvre conjointement par la Fondation et le Secrétariat de l'APEC, et financée par le gouvernement du Canada pour renforcer les capacités des MPME dans les économies en développement de l'APEC, s'est concentré cette année sur le Pérou, une autre économie de l'APEC. L'équipe a présenté trois rapports de recherche et publié un sondage sur les entrepreneurs de ce pays en août. En octobre, elle a organisé « Développer les MPME et l'entrepreneuriat social au Pérou : une table ronde virtuelle », un événement virtuel très populaire, en partenariat avec la direction de l'APEC au ministre des Affaires étrangères du Pérou et Kunan Peru. En mai, l'équipe organisera une conférence de synthèse et remettra un rapport final au gouvernement du Canada au cours de l'été, résumant son travail avec les entrepreneurs et les MPME dans les économies visées par le projet (Indonésie, Philippines, Vietnam et Pérou).

À la fin de l'exercice, nous avons forgé de nouveaux partenariats de recherche avec l'Agence de la santé publique du Canada et le gouvernement du Vietnam, afin d'étudier les leçons, pour le Canada, des expériences sur la pandémie en Asie, ainsi que

les avantages des possibilités d'engagement mutuel dans le cadre du PTPGP.

Si l'avenir reste incertain, nous savons que notre prochaine étape est la reprise économique dans un monde postpandémique. Cette année, nous avons appris qu'aucun État ne peut agir seul pour compenser les coûts économiques, politiques, sécuritaires et sociaux élevés qui découlent inévitablement d'une perturbation mondiale.

Mais nous pouvons être résilients. Et, alors que nous nous tournons vers la reprise économique et sociale, la région de l'Asie, avec son dynamisme économique, ses institutions politiques disparates, ses différents degrés de développement économique et ses populations nombreuses et diverses, attendra que nous lui tendions la main et que nous nous engagions.

Pour regarder cette vidéo, cliquez sur le bouton de lecture



*Stewart Beck,
président et chef
de la direction*



01

L'ANNÉE EN REVUE

Perturbation et résilience

Réorientation

Développement commercial

Éducation et jeunesse

Missions commerciales exclusivement féminines

Rassemblements durant la COVID-19

Partenariat APEC-Canada pour l'expansion des entreprises

Faits saillants de nos thèmes de recherche

La voie de l'avenir

PERTURBATION ET RÉSILIENCE

La pandémie du coronavirus a touché la vie de tous cette année, perturbant l'ordre et l'économie dans le monde et bouleversant nos lieux de travail et nos plans d'affaires établis. En plus du tragique bilan humain, la COVID-19 a eu un effet néfaste sur la mondialisation et sur nos efforts pour créer un avenir de progrès équitable et durable. Fomentées par la crise sanitaire sans frontières, l'incertitude et la peur ont créé une réaction négative à la mondialisation, de l'Europe aux Amériques et, en fait, dans de nombreuses économies de l'Asie Pacifique.

Consciente que le *statu quo* n'était plus une option tenable en cette période de perturbation mondiale accrue, la Fondation a rapidement réorienté ses priorités et ses résultats de recherche au début de l'exercice financier en cours, pour suivre les réponses et les expériences des États asiatiques en matière de pandémie et de les transposer dans le contexte canadien, en particulier pour les décideurs et les chefs d'entreprise canadiens.

Plus que toute autre institution canadienne, grâce à ses chercheurs chevronnés et à son vaste réseau asiatique, la Fondation est particulièrement bien placée pour suivre les résultats de la pandémie en Asie et les transposer dans le contexte des défis permanents de la santé publique au Canada. La Fondation a poursuivi son travail conformément à son plan stratégique quinquennal 2020-2025 et à son plan de travail annuel 2020-2021, tous deux annexés au présent rapport. Ainsi, elle a redéfini les priorités de ses résultats de recherche et de ses activités de programmation cette année, afin de soutenir les efforts déployés par le gouvernement canadien pour atténuer les effets de la pandémie sur l'ensemble de la société. Ce «pivot» stratégique a non seulement montré la valeur continue de la Fondation en tant que principal centre de recherche sur l'Asie au Canada, mais aussi sa résilience institutionnelle en période d'urgence nationale.

L'Asie Pacifique est, et restera, la région la plus dynamique du monde pour ce qui est de la croissance et des possibilités économiques, des questions de sécurité, des développements politiques, des défis liés au changement climatique et des tendances démographiques. Comme l'énonce notre plan stratégique quinquennal, les entreprises canadiennes bénéficieront de la croissance économique de la région en matière de commerce, d'investissement et d'innovation. Notre participation aux enjeux stratégiques permettra au Canada d'influencer le développement de la sécurité et de la défense régionales, ainsi que de faire preuve de leadership, de par notre engagement. En ce qui concerne les



enjeux environnementaux, le Canada peut faire la démonstration de la valeur de sa technologie de pointe à l'échelle mondiale pour résoudre des problèmes comme le traitement de l'eau et le transport propre, et mener des discussions sur le changement climatique. De même, les entreprises et les décideurs canadiens peuvent se positionner à l'avant-garde de l'économie des soins dans la région en s'engageant de manière proactive auprès de l'industrie asiatique, pour fournir des services aux populations vieillissantes de la région.

Ces tendances et ces points de contact ont continué de guider notre travail cette année. La Fondation a continué de mettre à profit ses recherches, pour aider les gouvernements et les entreprises du Canada à s'engager plus efficacement auprès des États de l'Asie Pacifique et sur les marchés de cette région, de fournir au public canadien les connaissances nécessaires pour saisir les possibilités et relever les défis uniques qui se présentent dans la région, et nous avons tiré parti de notre expertise institutionnelle et de notre réseau diversifié pour former la prochaine génération d'universitaires et de praticiens canadiens spécialistes de l'Asie.

Mais l'impact profond de la pandémie a rapidement touché tous les aspects de notre travail au cours de l'exercice financier 2020-2021, qu'il s'agisse de notre service de veille d'actualités *Asia Watch* et de notre série de dépêches de «Conversations sur la COVID-19» qui suivent les derniers développements en Asie, ou de nos nouvelles cartes interactives, de nos partenariats de recherche, de nos sondages d'opinion et de nos événements virtuels avec des intervenants de haut niveau de toute la région Asie Pacifique.

Ce qui suit est une vue d'ensemble des programmes, des activités et des résultats de la Fondation Asie Pacifique du Canada pour l'exercice 2020-2021, du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021, et de nos efforts continus pour soutenir les parties prenantes des secteurs privé et public canadiens afin qu'elles puissent profiter des débouchés et surmonter les obstacles potentiels pour s'engager en Asie, tout en montrant notre résilience face aux perturbations.

RÉORIENTATION

L'exercice 2020-2021 de la Fondation correspondait à l'étape «Recentrer» (2020-2022) de son **plan stratégique quinquennal 2020-2025**, pour augmenter son engagement dans de multiples secteurs et déterminer les domaines dans lesquels elle peut exercer le plus d'influence et diriger la réflexion et l'engagement du Canada par rapport à l'Asie Pacifique. (Les étapes suivantes sont «Renforcer» [2022-2023] et «Commercialiser» [2024-2025].) À l'étape «Recentrer», la Fondation a réorienté ses initiatives de recherche l'année dernière en six nouveaux piliers définis selon les domaines thématiques auxquels la Fondation peut apporter une valeur analytique unique et générer des recherches commercialisables : Affaires en Asie, Renforcer les liens avec l'Asie, Perspectives sur l'Asie, Durabilité en Asie, Asie stratégique et Asie



numérique. Cette année, chacun de ces piliers de recherche — ainsi que les programmes transversaux Éducation et Réseaux de la Fondation — a été réorienté à l'échelle de l'organisation pour soutenir la réorientation de nos priorités et de nos résultats, et pour suivre et traduire les réponses et les expériences de l'Asie en matière de pandémie.

Asia Watch

L'élément central du «pivot» découlant de la COVID-19 au début de l'exercice a été le redéploiement de notre bulletin d'information semihebdomadaire *Asia Watch* pour suivre les efforts des États asiatiques en matière de confinement et d'atténuation de la pandémie, et les transposer à l'expérience canadienne, tout en continuant à couvrir les nouvelles non liées à la COVID-19 d'importance pour le Canada en Asie. Rédigé par notre équipe de chercheurs et présentant des analyses uniques pays par pays, ainsi que des liens promotionnels vers nos derniers rapports, sondages, dépêches et événements, *Asia Watch* a contribué à positionner la Fondation en tant que voix incontournable dans le dialogue canadien sur les «leçons tirées» des autres régions de l'Asie Pacifique.

Asia Watch est rapidement devenu la base de notre plan de publication au début de l'exercice. Pour les questions justifiant une analyse plus poussée, on rédigeait rapidement des dépêches de 1 000 mots dans le cadre des «Conversations sur la COVID-19», qui explorent les pratiques exemplaires, les efforts ratés, les modèles alternatifs et les tensions sociales en Asie, tout en faisant ressortir les implications politiques, économiques et sociales pour le Canada. Le succès de ces analyses pertinentes et opportunes a permis d'ouvrir la voie à une série de conférences téléphoniques entre des responsables de la santé de la Colombie-Britannique et des médecins et infirmières de l'hôpital central de Wuhan, en Chine, qui ont alimenté notre série de [dépêches de Wuhan](#) au



début de l'exercice, explorant les défis, les pratiques exemplaires et les expériences des lignes de front dans la guerre mondiale contre la COVID-19.

Efforts parallèles

En parallèle, la Fondation a également lancé une carte interactive de [suivi sur la COVID-19 en Asie](#) qui fournit une analyse pays par pays régulièrement mise à jour des réponses politiques de l'Asie à la pandémie et a inscrit l'analyse de la COVID-19 aux projets de recherche permanents de la Fondation, y compris l'outil [Investment Monitor](#) qui suit les flux et les tendances des investissements bilatéraux entre le Canada et les économies de l'Asie Pacifique.

De mai à septembre 2020, l'équipe de Perspectives sur l'Asie de la Fondation a collaboré avec d'autres membres de l'équipe de recherche à Vancouver et à Toronto, afin de mettre sur pied un projet de visualisation basé sur les données qui illustre l'histoire du confinement, de l'atténuation et des stratégies par rapport à la COVID-19 dans la région Asie Pacifique. Le projet **Mapping the Asia Pacific's COVID-19 Response** était une visualisation géoréférencée décrivant les réponses politiques à la COVID-19 de 56 États de l'Asie Pacifique, y compris

leurs politiques de dépistage, leurs stratégies sur les déplacements à l'intérieur du pays, les restrictions des voyages internationaux et les politiques relatives aux masques.

Les données de cette «carte historique» exclusive proviennent de déclarations gouvernementales, de publications statistiques et des médias locaux à partir de mars 2020. Elles constituent un guichet unique d'information sur les stratégies de lutte contre la COVID-19 adoptées dans toute la région de l'Asie Pacifique, et permettent de saisir les pratiques politiques exemplaires pour informer les décideurs canadiens sur la manière de faire face à l'évolution de la crise au Canada.

Le projet a été officiellement lancé lors d'un webinaire public tenu le 8 juillet 2020 avec plus de 100 participants. Les ensembles de données ont été mis à jour tous les mois jusqu'en septembre 2020, lorsque le nombre de cas de COVID-19 au Canada a commencé à diminuer et qu'il y a eu moins de changements observables dans les politiques sur la COVID-19 dans la région Asie Pacifique. En octobre 2020, la carte historique avait obtenu plus de 1 900 pages vues.

Plus important encore, le projet a servi de prototype à la Fondation et de cadre de travail pour d'autres projets de visualisation de données géoréférencées, dont **Mapping School Re-Openings : Lessons Learned from Key Asian Economies**. Le projet a aussi obtenu du financement de l'Agence de la santé publique du Canada plus tard dans l'année, pour que la Fondation effectue une analyse plus approfondie des politiques.

En réorientant ses résultats de recherche et sa programmation cette année et en passant de rapports plus longs à des analyses plus opportunes et exploitables pour les secteurs gouvernementaux et commerciaux, la Fondation a assuré sa pertinence en cette période de crise nationale. Tirant parti de cet élan, la Fondation donnera la priorité aux produits de veille économique, d'analyse de politiques et d'évaluation des risques dans ses offres de recherche plus traditionnelles. Cette initiative correspond à l'étape «Recentrer» du plan stratégique quinquennal 2020-2025 de la Fondation et de son plan de travail annuel 2020-2021. Durant cette étape, la Fondation continuera de travailler à consolider et à recentrer toutes les initiatives en matière de recherche, d'éducation et de réseautage, afin d'inscrire ses activités dans un ensemble de priorités stratégiques ayant le plus d'impact, et de diriger la réflexion et l'engagement du Canada par rapport à l'Asie Pacifique, la région la plus dynamique du monde pour la croissance et les possibilités économiques, le développement politique et le changement social.

DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL

L'accent mis par la Fondation sur la recherche, l'éducation et le réseautage dans la région de l'Asie Pacifique en fait l'institution la plus éminente du Canada en matière d'analyse et d'interrelations

Projets financés durant l'exercice de 2020-2021

Projet/démarche	Agence de financement
Symposium numérique 2021 de l'ABAC	Affaires mondiales Canada
Étude d'ensemble sur les implications de la pandémie de COVID-19 sur le commerce des produits alimentaires et agricoles dans les États membres de l'ANASE	Affaires Mondiales Canada, Canadian Trade and Investment Facility for Development
Partenariat APEC-Canada pour l'expansion des entreprises	Affaires mondiales Canada
Projet de programme d'études sur l'Asie Pacifique	Province de la C.-B., ministère de l'Éducation
Série d'ateliers sur la collaboration numérique Canada-Inde	Supergrappe des technologies numériques du Canada
Plan stratégique de développement du commerce international de la Canada-Korea Business Association	Canada-Korea Business Association
Stratégie de diversité et de croissance inclusive pour les femmes entrepreneures dans la région de l'Asie Pacifique	Air Canada Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario Affaires mondiales Canada Gouvernement de la Corée du Sud
Investment Monitor	Bureau de Hong Kong en Alberta Exportation et développement Canada Gouvernement de la Colombie-Britannique Investir au Canada Toronto Global
Projet Kakehashi	Ministère des Affaires étrangères du Japon
Vie privée, mégadonnées et sécurité : Recherche de contacts en Corée du Sud (webinaire)	Consulat général de la République de Corée à Vancouver
Sensibilisation sur le PTPGP au Vietnam	Affaires mondiales Canada, Mécanisme de déploiement d'experts pour le commerce et le développement
Transposer les expériences de l'Asie Pacifique sur la COVID-19 pour le Canada	Agence de la santé publique du Canada
Consultation virtuelle sur l'IA éthique pour des participants au Canada et en Asie	Mila (Institut québécois d'intelligence artificielle)

dans la région. Comme l'énonce son plan stratégique quinquennal actuel, la Fondation continuera à tirer parti de sa réputation de seul groupe de réflexion canadien dédié aux affaires de l'Asie Pacifique, mais aussi à combler les lacunes en matière de connaissances sur l'Asie Pacifique, en élaborant un nouveau modèle commercial logique et valable, pour les parties prenantes des secteurs privé et public canadiens, au sujet de la commercialisation de produits et de services pertinents, ce qui devrait les aider à tirer parti des débouchés et à surmonter les obstacles potentiels à l'engagement en Asie.

À cette fin, la Fondation a consolidé ses activités de **développement commercial** en créant une équipe chargée d'optimiser les possibilités de financement, de monétiser les recherches pertinentes et exploitables et d'approfondir les relations avec les partenaires des secteurs public et privé. Les exigences de la pandémie ont détourné les plans de l'équipe. Dans ce qui est rapidement devenu la « nouvelle normalité », l'équipe — comme de nombreux partisans de la Fondation appartenant aux secteurs public et privé — a dû revoir ses priorités de financement et de service en tenant compte de la nouvelle réalité de l'exercice et transformer ses stratégies d'engagement, pour les adapter à un lieu de travail désormais essentiellement numérique.

Cependant, malgré ces défis, l'équipe chargée du développement commercial est restée concentrée sur ses objectifs fondamentaux : assurer un financement durable pour les principales initiatives de recherche, repérer les pistes de croissance, améliorer les relations avec les parties prenantes et étendre la portée et l'impact de toutes les activités de la Fondation. L'équipe a joué un rôle déterminant dans l'expansion de notre réseau de **partenaires institutionnels** à sept membres, y compris des relations de travail avec la **Fondation Chili Pacifique** et l'**Association coréenne sur l'éthique en intelligence artificielle**, entraînant des collaborations sur des recherches

et des événements virtuels durant l'exercice. L'équipe a pris part à des discussions informelles à plus petite échelle avec les parties prenantes afin de mieux adapter le financement des projets aux besoins, notamment pour **Investment Monitor** et un prochain sondage sur le commerce à Singapour et en Indonésie. Elle a exploré les possibilités de financement de démarrage pour des initiatives plus importantes et à plus long terme, notamment l'expansion du programme d'études de la Fondation et les projets sur les risques commerciaux pour les parties prenantes nationales.

L'équipe a notamment contribué à la mise en place d'un projet de recherche financé par l'**Agence de la santé publique du Canada**, qui transpose les expériences de l'Asie Pacifique en matière de COVID-19 pour le Canada, et d'un projet de recherche sur mesure par l'entremise de Cowater avec le **gouvernement du Vietnam**, qui mène de nouvelles recherches et produit de nouveaux outils pour sensibiliser les micro, petites et moyennes entreprises vietnamiennes au PTPGP et les aider à mieux le comprendre. Les éléments livrables des deux projets seront prêts au prochain exercice.

ÉDUCATION ET JEUNESSE

L'objectif à long terme de la Fondation est d'améliorer les compétences sur l'Asie des Canadiens, afin qu'ils soient mieux informés et préparés à saisir les possibilités et relever les défis du « siècle asiatique », maintenant bien entamé. Avec la montée de l'incertitude et de la peur, alors que les Canadiens étaient aux prises avec la source et la propagation incessante du nouveau coronavirus, y compris une « pandémie fantôme » parallèle de racisme anti-asiatique qui a fait surface au Canada cette année, le besoin d'améliorer la compréhension des Canadiens

sur les sociétés, les cultures et les peuples de l'Asie Pacifique n'a peut-être jamais été aussi vital.

Projet de programme d'études

Cette année, la Fondation a continué à développer son **programme d'études sur l'Asie Pacifique**, qui fournit des ressources et des ateliers aux enseignants canadiens leur permettant d'intégrer l'histoire et les expériences de l'Asie et des Canadiens d'origine asiatique dans leur enseignement. Notre équipe d'éducation a offert un atelier de perfectionnement professionnel conjointement avec la B.C. Social Studies Teachers Association sur les débuts de la migration asiatique au Canada, a continué de réviser et d'étoffer ses modules d'enseignement existants pour qu'ils correspondent mieux au programme d'études remanié de la Colombie-Britannique, et a exploré activement les options pour faire rayonner son travail en Colombie-Britannique et ailleurs au Canada, en travaillant plus étroitement avec les nombreuses organisations du secteur de l'éducation de la maternelle à la 12^e année sur l'histoire et les expériences des Canadiens d'origine asiatique. (Voir le document **Projet de programme d'études sur l'Asie Pacifique : Outiller les jeunes Canadiens pour diriger et réussir durant le « siècle asiatique »**, en pièce jointe à ce rapport.)

Asia Connect

Même si notre programme de stages en Asie **Asia Connect** a été mis en veilleuse cette année en raison de la pandémie, le personnel est resté engagé auprès des étudiants universitaires et collégiaux et des jeunes professionnels sur l'importance des possibilités en Asie. Nous avons notamment organisé des webinaires avec deux programmes très sélectifs destinés aux jeunes entrepreneurs — le **Programme de bourses Cansbridge** et **Venture for Canada** —, ainsi qu'avec le **Forum pour les jeunes**

en affaires d'AIESEC Canada et le **Club de gestion et d'organisation stratégiques de l'Université de l'Alberta**.

Réponse au racisme anti-asiatique

À l'été 2020, la même équipe a organisé une série de groupes de discussion avec de jeunes adultes s'identifiant à l'Asie de l'Est — des citoyens, des résidents permanents ainsi que des étudiants et travailleurs internationaux — pour une conversation approfondie sur la société canadienne, la diversité et le multiculturalisme, et le **racisme anti-asiatique**. Le format d'un groupe de discussion a permis à l'équipe de mieux évaluer les perspectives émanant des connaissances expérientielles des participants sur leur enfance ou leur vie au Canada. Les participants ont discuté de la façon dont ils vivaient la montée du racisme et de la haine anti-asiatique liée à la COVID-19, ainsi que les problèmes plus endémiques liés aux stéréotypes et aux préjugés contre les Asiatiques. Les conclusions et les recommandations issues de ces conversations sont présentées dans notre nouveau rapport de la Fondation, intitulé *Where Do We Go From Here? East Asian Young Adults Talk About Multiculturalism and Anti-Asian Racism in Canada, and Recommendations for Building an Inclusive Future*, publié en mai 2021).

Projet Kakehashi

De même, notre **Projet Kakehashi Canada-Japon**, un échange culturel et universitaire bilatéral avec le Japon et financé par le ministère des Affaires étrangères de ce pays, a été suspendu en raison de la pandémie. Depuis sa création en 2013, l'initiative a créé chaque année des possibilités d'apprentissage pour les jeunes et les jeunes professionnels canadiens et japonais (1 100 participants à ce jour), grâce à des échanges internationaux et a contribué

de manière significative au travail de la Fondation sur le développement des compétences sur l'Asie. La Fondation est l'unique administrateur du Projet Kakehashi Canada-Japon et est responsable de toute l'administration et de la programmation au Canada. À ce jour, la Fondation a reçu environ 10 millions \$ CA du gouvernement du Japon pour son travail sur le projet.



Même si les échanges en personne ont été reportés cette année, depuis janvier 2021, la Fondation a activement organisé et co-organisé des événements d'échanges virtuels pour les anciens et les futurs participants au Projet Kakehashi. Le premier événement, tenu en janvier, était une entreprise conjointe Japon – États-Unis – Canada qui a réuni 125 anciens participants, dont 25 Canadiens. Et dès que les conditions de santé publique au Canada et au Japon le permettront, on prévoit que jusqu'à 12 délégations — comprenant 114 Canadiens et 44 Japonais — se joindront aux échanges physiques.

Établi à Vancouver, le **Conseil jeunesse de l'Asie Pacifique** (CJAP) de la Fondation en est à sa cinquième année d'existence et a œuvré entièrement en ligne cette année, en raison des restrictions limitant les contacts sociaux. L'équipe des carrières mondiales du CJAP a propulsé le « Programme de

mentorat sur l'Asie Pacifique » dans le monde virtuel, en réunissant les mentors et les mentorés dans deux sessions de groupe axées sur les affaires et l'entrepreneuriat, ainsi que sur la politique publique et le développement international. En mai, l'équipe des affaires et de l'entrepreneuriat a organisé sa dernière table ronde (en ligne) « Talk to Me About Asia », sur le thème des femmes en affaires. En septembre, l'équipe des arts et de la culture a organisé une table ronde avec trois jeunes artistes canadiens d'origine sud-asiatique.

Une autre initiative réussie cette année a été l'événement de trois jours sur Instagram en février. La Fondation y mettait l'accent sur l'importance d'accroître l'éducation sur l'Asie dans les écoles primaires et secondaires, y présentait des programmes de stages et d'études canadiens à l'étranger des plus inspirants en Asie, et a développé et partagé une « boîte à outils » de ressources pour combattre le racisme anti-asiatique.

Composé de dix membres, le Conseil jeunesse de l'Asie Pacifique de Toronto (CJAPT) de la Fondation a également été actif cette année dans les espaces virtuels, avec des programmes axés sur les jeunes et les jeunes professionnels et sur les possibilités offertes aux jeunes Canadiens en Asie. En novembre de cette année, le CJAPT a produit deux balados influents, intitulés « [Have your Say](#) », présentant des entrevues avec des étudiants internationaux qui réfléchissaient à leur expérience pendant les premiers mois de la COVID-19.



MISSIONS COMMERCIALES EXCLUSIVEMENT FÉMININES

Alors que les missions commerciales exclusivement féminines en Asie de la Fondation ont été conçues et réalisées au départ comme des possibilités, pour les femmes entrepreneures, de prendre de l'expansion sur les marchés de toute la région Asie Pacifique,

celle de cette année en **Corée du Sud** s'est tenue en conférence virtuelle et celle de Taïwan en conférence hybride virtuelle/en présentiel. Le **bureau de la Fondation à Toronto** dirige la série de missions commerciales exclusivement féminines (2019-2023), avec le généreux soutien du fonds pour l'écosystème de la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat du gouvernement du Canada.

Les missions soutiennent le double effort du gouvernement du Canada pour promouvoir la diversification du commerce international et faire progresser l'autonomisation économique des femmes, en encourageant les femmes d'affaires

canadiennes à envisager une expansion au sein des économies asiatiques en plein essor. Plus précisément, les missions renforcent les réseaux nationaux et internationaux d'entrepreneures canadiennes dans les secteurs technologiques, en aidant leurs entreprises à se développer à l'échelle internationale sur les marchés clés de l'Asie Pacifique, en travaillant avec des partenaires des marchés de destination pour faciliter le jumelage entre entreprises.

En s'appuyant sur le succès de la mission au Japon dirigée par la Fondation en 2019, lors du présent exercice, l'équipe de notre bureau de Toronto a offert aux déléguées une formation sur les cultures asiatiques et les compétences commerciales avant les événements de la mission, ainsi qu'une synthèse de renseignements commerciaux portant sur les marchés de destination et les secteurs pertinents pour celles-ci. La Fondation a également joué un rôle rassembleur, en travaillant avec des partenaires du secteur privé et du gouvernement canadien, pour fournir de l'information commerciale spécialisée, afin de soutenir les femmes entrepreneures dans leurs démarches d'exportation.

Axée sur l'économie des soins, la mission de la Corée du Sud (3-4 novembre 2020) comportait les mêmes éléments qu'une mission commerciale en présentiel, notamment des conférencières de haut niveau du Canada et de la Corée du Sud, de courtes présentations par les déléguées de la mission mettant en valeur l'innovation canadienne dirigée par des femmes, et des possibilités de réseautage pour les participantes et les délégués. Axée sur les technologies propres et la numérisation, la mission de Taïwan (1^{er} et 2 mars 2021) visait à améliorer la santé des personnes et de l'environnement, en présentant des solutions industrielles novatrices dans des secteurs où le Canada et Taïwan ont tous deux des priorités.

Ce format en ligne des deux missions commerciales

exclusivement féminines de l'exercice a permis à la Fondation d'atteindre et de mettre en contact un plus grand nombre de femmes entrepreneures souhaitant exporter vers les marchés asiatiques, quel que soit leur emplacement au Canada ou leur degré de préparation à l'exportation. À ce jour, les missions ont attiré plus de 1000 participantes, soutenu 59 déléguées canadiennes et facilité 160 rencontres interentreprises.

Compte tenu du succès de cette série de missions et du soutien enthousiaste des parties prenantes des secteurs public et privé, la Fondation mettra en place, au prochain exercice, une plateforme de réseautage en ligne qui permettra aux entrepreneures canadiennes d'accéder à des possibilités de mentorat, de dialogue, d'échange d'expériences, d'idées, de pistes et de contacts. La Fondation travaille actuellement avec des partenaires internationaux pour étendre son réseau de missions commerciales à un écosystème international de possibilités de réseautage appelé RifCAN, le Réseau international des femmes canadiennes. Cette initiative s'inscrit dans le plan stratégique quinquennal de la Fondation, qui vise à augmenter sa présence dans de multiples secteurs et à fournir des renseignements commerciaux précieux et utiles qui aideront le Canada et les Canadiens à relever les défis et à saisir les débouchés qui se présentent en Asie Pacifique.



Partenaires de financement et de soutien des missions commerciales exclusivement féminines

PARTENAIRES DE FINANCEMENT

(2020-2021 seulement)

Affaires mondiales Canada (6 612 \$)

Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario (556 866 \$)

Air Canada (10 000 \$)

Gouvernement de la Corée du Sud (97 879 \$)

ORGANISMES DE SOUTIEN

Corée du Sud

Consulat général de la Corée du Sud

Fondation coréenne pour les femmes

Fondation des femmes chefs d'entreprise, Corée du Sud

Hyundai Capital

Invest Korea

Korea Trade-Investment Promotion Agency (KOTRA)

Korean Women Entrepreneur Association (KWEA)

Korean Women's Inventor's Association (KWIA)

Ministère de l'Économie et des Finances

Ministère de l'Égalité entre les genres et de la Famille

Ministère du Commerce international

Ministre des Affaires étrangères

NCSOFT

Synex Consulting Ltd.

Université pour femmes Ewha

World Smart Sustainable Cities Organization (WeGo)

Taiwan

Bureau de la ministre Audrey Tang, ministre sans portefeuille

Industrial Technology Research Institute (ITRI, Taïwan)

Ministre des Affaires étrangères

Taipei Economic and Cultural Office (TECO)

Taiwan External Trade Development Council (TAITRA)

Taiwan Institute of Economic Research (TIER)

Talents Taipei

Women on Boards (Taïwan)

Ailleurs en Asie

Invest Hong Kong

Canada

Affaires mondiales Canada, Services des délégués commerciaux

AmorChem Ventures

Banque de développement du Canada (BDC)

Bureau du gouvernement du Québec à Séoul

Chambre de commerce LGBT+ du Canada (CGLCC)

Conseil canadien pour l'entreprise autochtone (CCEA)

Exportation et développement Canada (EDC)

Investir au Canada

Investir Ottawa

Ministère de l'Emploi, de la Relance économique et de l'Innovation de la C.-B.

Ministère du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce (pluriannuel)

Montréal International

Northumberland Community Futures Development Corporation

Nova Scotia Business Inc.

Organisations d'entreprises de femmes du Canada (OEFC)

Programme d'accélérateurs d'entreprise Canada-Inde

Toronto Regional Board of Trade (TRBOT)

RASSEMBLEMENTS DURANT LA COVID-19

Au cours de l'exercice, la Fondation a également modifié ses **initiatives de rassemblement**, pour soutenir sa recherche sur la progression de la COVID-19 en Asie. En collaboration entre ses équipes de recherche, de développement commercial, d'organisations d'événements et de communications, la Fondation a adopté un format en ligne pour ses événements, avec l'avantage supplémentaire de pouvoir attirer des conférenciers et des invités de haut niveau de partout en Asie Pacifique à des activités virtuelles, y compris 29 webinaires en ligne organisés par la Fondation cette année, qui ont presque tous abordé un aspect de la réponse à la pandémie et du rétablissement par la suite.

Série de conférences de dirigeants asiatiques

Organisée pour la première fois à Toronto en 2013, la **Série de conférences de dirigeants asiatiques** (SCDS) comprend des événements sur invitation seulement au cours desquels des dirigeants asiatiques, ou des dirigeants canadiens chevronnés sur l'Asie, échangent avec un public choisi de pairs canadiens et de parties prenantes de la Fondation, pour discuter de questions d'actualité dans les relations transpacifiques du Canada. Au cours de cette année de pandémie, la Fondation a organisé huit événements liés à la SCDS en format virtuel. Certains ont été menés par notre équipe de Toronto et d'autres par celle de Vancouver. Cette année, les événements liés à la SCDS ont attiré 1 100 inscriptions du Canada et de l'Asie, notamment le Brunéi, la Chine, la Corée du Sud, Hong Kong, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, la Malaisie, le Myanmar, les Philippines, Singapour, Taïwan et le Vietnam.

Événements de la SCDS en 2020-2021

7 MAI

Economic Impacts of COVID-19 in Developing Asia and the Pacific: Policy Responses and Risks to Recovery, avec Yasuyuki Sawada, Ph. D., économiste en chef, Banque asiatique de développement.

13 MAI

Economic Impacts of COVID-19: Lessons Learned from South Korea's Response, avec Choi Byung-il, Ph. D., professeur et ancien doyen de l'École supérieure des études internationales de l'Université pour femmes Ewha, professeur émérite de la Korea International Economic Association et ancien chef de la direction du Korea Economic Research Institute; et Kwon Soonman, professeur et ancien doyen de l'École de la santé publique de l'Université nationale de Séoul, président de l'Association coréenne sur la santé économique et ancien président de la Société coréenne de gérontologie. L'événement a été animé par Yoon Songyee, Ph. D., présidente et chef de la direction de NCSOFT, chef de la direction de NCWes, et présidente de l'ABLAC de 2020.

26 MAI

Leveraging Technology and Citizen Participation to Limit COVID-19's Spread in Taiwan: Approaches and Lessons, avec Audrey Tang, ministre taïwanaise du Numérique.

2 JUIN

The Economic Impact of the Economic Crisis in Canada, avec Goldy Hyder, président et chef de la direction, Conseil canadien des affaires, et vice-président de l'ABLAC 2021; et Mark Wiseman, gestionnaire des investissements mondiaux et conseiller principal, Hillhouse Capital, et représentant le Canada à l'ABLAC.

10 JUIN

Navigating the China Market post-COVID-19, avec J. Michael Evans, président, Alibaba Group.

2 JUILLET

Vietnam's Post-Pandemic Economic Acceleration, avec Cong Phan, Ph. D., président de UniBrands Corporation, Saigon Foods et Wakamono Group, et représentant le Vietnam à l'ABLAC.

15 JUILLET

India-China Relations: A Contemporary Paradigm, avec Sujana R. Chinoy, directeur général du Manohar Parrikar Institute for Defence Studies and Analyses à New Delhi, en Inde.

27 JANVIER

The Digitalization of Supply Chains: Singapore and Beyond, avec Kenny Lam, chef de la direction, Two Sigma Pacific et représentant de la Chine à l'ABLAC; et Chin Hwee Tan, chef de la direction de Trafigura pour l'Asie Pacifique, et représentant Singapour à l'ABLAC.

À l'aide de la SCDS, notre bureau de Toronto continuera à soutenir les priorités et les initiatives de la Fondation, notamment la série de missions commerciales canadiennes exclusivement féminines en Asie, en organisant des événements en ligne de haut niveau pour des publics ciblés et en augmentant le nombre de parties prenantes et de partenaires de la Fondation dans les écosystèmes pertinents. Cette initiative de programmation reprendra ses activités en présentiel lorsque les restrictions liées à la santé publique le permettront.

Renforcer nos réseaux

Au cours de l'exercice, et conformément à notre plan stratégique quinquennal, à notre plan de travail annuel 2020-2021 et à notre stratégie de réorientation attribuable à la pandémie, la Fondation a renouvelé son engagement de renforcer et de mieux exploiter ses réseaux et ses partenariats institutionnels transpacifiques, dont ses **attachés de recherche distingués**, le **Conseil consultatif des chefs d'entreprise sur l'Asie (ABLAC)**, les **réseaux désignés de l'APEC** et les **organisations aux vues similaires** dans toute la région, afin de consolider sa position de principal centre de recherche canadien sur l'Asie Pacifique et de développer et promouvoir davantage son programme de recherche, ses produits et son image de marque.

En recherchant des organisations aux vues similaires travaillant dans des espaces semblables et avec des objectifs complémentaires, la Fondation a officialisé, au cours de l'exercice, des partenariats avec la **Fondation Chili Pacifique**, un protocole d'entente avec la **IITM-Pravartak Technologies Foundation** et la **Supergrappe des technologies numériques du Canada**, le réseau mondial des professionnels autochtones, **INDIGI-X**, et l'**Association coréenne sur l'éthique en intelligence artificielle**. Ces partenariats nous ont permis d'étendre nos réseaux, d'éclairer nos recherches et de nous imposer comme

principale ressource en matière de recherche et de conseils stratégiques Canada-Asie.

Attachés de recherche distingués

Conformément à sa stratégie de réorientation pandémique, la Fondation a cette année fait appel à ses réseaux et à ses partenariats, afin de trouver des personnes susceptibles de fournir un point de vue unique, selon l'optique de l'Asie, sur l'impact de la COVID-19 sur les activités commerciales et gouvernementales du Canada dans la région Asie Pacifique. En avril, la Fondation a convoqué une réunion virtuelle de sa cohorte 2021-2023 d'attachés de recherche distingués. Sélectionnés pour leurs contributions avérées aux relations Canada-Asie dans les domaines de la recherche, des politiques publiques, des affaires, de la diplomatie, des arts et de la culture, et de la société civile, ces attachés donnent des conseils et renseignements précieux pour le travail de la Fondation.

La réunion annuelle de cette année avait été convoquée virtuellement pour faire le point sur les recherches de la Fondation sur la COVID-19 et les futures activités connexes, mais surtout pour solliciter l'avis et l'engagement des attachés au sujet de l'impact de la COVID-19 sur les relations Canada-Asie. La discussion a principalement porté sur la nécessité d'une analyse à long terme de certaines des grandes questions stratégiques découlant de la pandémie, le rôle potentiel de la Fondation pour ce qui est de fournir de l'information et des analyses plus poussées sur la réponse des entreprises à la COVID-19 plutôt que de pures comparaisons de politiques, et les leçons que le déroulement de la reprise économique de l'Asie pourrait avoir pour le Canada.

Symposium numérique 2021 de l'ABAC

La Fondation agit à titre de secrétariat pour les membres du **Conseil consultatif des entreprises de l'APEC (ABAC)**, en fournissant des recherches, des analyses et du soutien administratif. Cet organisme du secteur privé présente des recommandations aux dirigeants de l'APEC lors d'un dialogue annuel et guide les responsables de l'APEC sur les priorités et les préoccupations du secteur des affaires. Au cours de cet exercice, la Fondation a eu l'honneur d'accueillir le **Symposium numérique 2021 de l'ABAC**. Tenu en mode virtuel sur trois jours (9 au 11 mars 2021), il était parrainé par Affaires mondiales Canada avec le soutien organisationnel du **Toronto Region Board of Trade**. Sur le thème général «Accéder à l'innovation pour relancer le commerce et les marchés de l'APEC», le symposium a réuni quatre ministres de haut niveau de l'APEC lors du panel ministériel d'ouverture. Il comportait également quatre sous-thèmes axés sur le numérique qui ont donné l'occasion à des entreprises des économies de l'APEC de présenter leurs innovations visant à aider à relancer plus complètement les économies de l'APEC et à atténuer l'impact de la pandémie. Voici les sous-thèmes :

- Reprise des voyages d'affaires mondiaux;
- Transformation numérique des micro, petites et moyennes entreprises (MPME);
- Numérisation du financement du commerce et de la chaîne d'approvisionnement;
- Financement de projets d'infrastructure durables.

Le symposium a réuni des participants des secteurs public et privé de 21 économies de l'APEC et a présenté des entreprises innovantes proposant

des solutions qui permettront de relancer plus complètement les économies de l'APEC à l'ère de la COVID-19. Il a également favorisé les discussions sur les conditions favorables et les politiques gouvernementales nécessaires au déploiement efficace de ces innovations de manière harmonieuse, afin de créer un environnement de «commerce de confiance» au sein de l'APEC. Fait important, il a servi de catalyseur pour mettre à l'essai et parfaire des solutions au sein des économies de l'APEC intéressées, tout en augmentant la visibilité de la Fondation et d'ABAC Canada dans la région.

Réunion 2021 de l'ABLAC

Après le report de la réunion du **Conseil consultatif des chefs d'entreprise sur l'Asie (ABLAC)** à Tokyo en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19, le Conseil a tenu sa cinquième réunion annuelle en mode virtuel les 7 et 8 avril 2021. Même si cet événement de marque de la Fondation a eu lieu peu après la fin de l'exercice, les préparatifs ont commencé au milieu de l'année. Plus de 150 membres de l'ABLAC et invités se sont réunis virtuellement pendant deux jours pour discuter de questions d'actualité liées au thème principal de la réunion, «Diversification élargie — Renforcement de l'engagement Canada-Asie après la COVID-19».

La principale conclusion de la réunion ABLAC 2021, qui s'est déroulée selon la règle de Chatham House, est que l'engagement avec l'Asie est plus important que jamais et qu'il sera crucial pour la reprise économique du Canada après la COVID-19. Il a également été déterminé que diverses sous-régions de la région Asie Pacifique au sens large devront relever leurs propres défis et présenter des possibilités uniques. La séance plénière d'ouverture comprenait des vidéos préenregistrées de l'honorable **Mary Ng**, ministre de la Petite entreprise, de la Promotion des exportations et du Commerce international du Canada, et de l'honorable **Seamus O'Regan**,

Données sur le Symposium numérique 2021 de l'ABAC

502

inscriptions (en tout)

359

invités (gouvernement, secteur privé, recherche et université, institutions financières)

114

membres et employés de l'ABAC

25

conférenciers et animateurs

4

participations des médias

1 299

Visites du site Web

3 323

pages Web vues

867

messages dans les médias sociaux

31 500

impressions dans les médias sociaux

161

contacts directs établis à partir des exposés des conférenciers

ministre des Ressources naturelles du Canada. **Jeffrey Reeves**, vice-président de la recherche et de la stratégie de la Fondation, a clôturé la séance en donnant un aperçu de «l'état de la région» portant sur les principales tendances politiques, économiques, sécuritaires, environnementales et technologiques en Asie Pacifique et a décrit certains des défis et des débouchés de l'engagement du Canada dans la région.

Les membres de l'ABLAC et les invités spéciaux ont été invités à participer à trois petits groupes de discussion portant sur différents sujets régionaux importants pour le Canada, notamment les possibilités de collaboration numérique avec l'Asie du Sud-Est; les possibilités liées aux engagements en matière d'environnement et d'émissions de carbone en Asie du Nord-Est; et l'importance croissante du commerce et de l'investissement avec l'Asie du Sud dans les initiatives de diversification du Canada. L'objectif de ces séances était d'examiner comment le Canada peut exceller dans son engagement avec des régions d'intérêt spécifiques en Asie et formuler des recommandations à présenter lors de la plénière de clôture et du [rapport de synthèse de l'ABLAC 2021](#).

ASIA BUSINESS LEADERS
ADVISORY COUNCIL
2021

Broad Diversification: Strengthening Canada-Asia
Engagement After COVID-19

Summary Report

Tous les participants se sont réunis virtuellement pour la séance plénière de clôture et une allocution préenregistrée de l'honorable Marc Garneau, ministre des Affaires étrangères du Canada. L'allocution a été suivie d'un discours liminaire engageant de Mark Carney, vice-président et chef des investissements ESG et à Impact Brookfield Asset Management; ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre; et ancien gouverneur de la Banque du Canada. L'ambassadeur Dominic Barton, président honoraire de l'ABLAC et ambassadeur du Canada en Chine, s'est joint à M. Carney après le discours liminaire, pour animer une discussion virtuelle animée.

L'ABLAC 2021 a été soutenu en partie par les organisations suivantes, qui ont fait preuve d'une compréhension exceptionnelle au sujet du report de la réunion et du passage à un espace virtuel : Air Canada, le Conseil canadien des affaires, la Caisse de dépôt et placement du Québec, Investissements PSP, Exportation et développement Canada, Investir au Canada et la Financière Sun Life.

PARTENARIAT APEC-CANADA POUR L'EXPANSION DES ENTREPRISES

Établi en 2015, le [Partenariat APEC-Canada pour l'expansion des entreprises](#) est une initiative mise en œuvre conjointement par la Fondation et le Secrétariat de la Coopération économique Asie Pacifique (APEC) et financée par un accord de contribution avec le **gouvernement du Canada**. Il a mis à profit la recherche appliquée, la formation et les boîtes à outils pour accroître l'accès aux marchés mondiaux pour les micro, petites et

moyennes entreprises (MPME), afin de contribuer à stimuler la croissance économique et à réduire la pauvreté dans la région de l'APEC. Les économies cibles du Partenariat sont l'Indonésie, le Pérou, les Philippines et le Vietnam, où les activités ont été menées dans les domaines thématiques respectifs du capital humain, de l'entrepreneuriat social, de l'accès aux marchés et de la technologie et de l'innovation.

Au cours de cet exercice, le Partenariat a concentré ses efforts sur le Pérou, en publiant trois rapports de recherche sur l'entrepreneuriat social :

1. **Financiamiento Para el Emprendimiento Social en el Perú** (Financement pour les entreprises sociales au Pérou);
2. **Consideraciones para las Economías Mineras de APEC: Las Micro, Pequeñas y Medianas Empresas (Mipymes) y el Emprendimiento Social en el Contexto del Perú** (Considérations pour les économies minières de l'APEC : les MPME et l'entrepreneuriat social dans le contexte du Pérou);
3. **El Panorama Existente del Emprendimiento Social en el Perú** (Panorama existant de l'entrepreneuriat social au Pérou).

Le **Sondage de 2020 auprès des entrepreneurs et des MPME au Pérou** a été mené et publié en août 2020. Il examinait les expériences des entrepreneurs et des MPME péruviens dans le panorama entrepreneurial du Pérou. Le 14 octobre 2020, le partenariat a organisé un événement de lancement virtuel, **Développer les MPME et l'entrepreneuriat social au Pérou : une table ronde virtuelle**. Organisé en partenariat avec la Direction de l'APEC du ministère des Affaires étrangères du Pérou et Kunan Peru, l'événement a permis de discuter des résultats du sondage national et des trois rapports de recherche.

Le discours d'ouverture a été prononcé par le ministre **Jose Bustinza**, directeur de l'APEC, des forums spécialisés et de la réunion des hauts fonctionnaires de l'APEC au ministère des Affaires étrangères du Pérou, et le discours de clôture par **Sebastian Ugarte**, conseiller principal à l'ambassade du Canada au Pérou, et **F.S. Sergio Zapata Huaman**, directeur adjoint d'ECOTECH, direction générale de l'APEC du ministère des Affaires étrangères. À ce jour, le Partenariat APEC-Canada pour l'expansion des entreprises a publié 17 rapports de recherche dont les conclusions reposent sur des données probantes provenant de la région de l'APEC (Indonésie, Pérou, Philippines et Vietnam), a organisé 11 événements sur l'économie en mode virtuel auxquels ont participé plus de 1 000 personnes, qui ont ainsi pu acquérir les connaissances nécessaires à la croissance durable de leurs entreprises, et a mis en œuvre un programme de mentorat réussi pour les femmes entrepreneures, avec 60 entrepreneures mentorées, en collaboration avec la Fondation Cherie Blair pour les femmes.



FAITS SAILLANTS DE NOS THÈMES DE RECHERCHE

Affaires en Asie

Au cours de l'exercice, l'équipe Affaires en Asie de la Fondation a continué de croître et d'étoffer ses deux principaux axes d'analyse : les investissements, avec **Investment Monitor**, et le commerce, avec la série **Trade Tracker**. À la lumière de la pandémie de COVID-19 et des relations États-Unis-Canada-Chine tendues, l'équipe a concentré une grande partie de son travail sur le commerce mondial des produits médicaux, les mesures de stimulation économique en Asie Pacifique et le lancement d'une nouvelle initiative de recherche, le **R&D Tracker**, qui vise à approfondir notre compréhension des liens du Canada avec l'Asie en matière de R-D et de leurs effets au Canada.

Investment Monitor est une base de données et une initiative de recherche qui, à ce jour, a catalogué et analysé 3 457 transactions d'une valeur de 411 milliards de dollars canadiens. Il fournit une granularité de niveau municipal sur les relations d'investissement direct bilatéral du Canada avec 26 économies de l'Asie Pacifique et représente des impacts économiques réels dans les communautés du Canada. Plus précisément, des entreprises établies en Asie Pacifique ont construit des entreprises ou s'y sont intégrées dans plus de 195 villes canadiennes.

Les conclusions d'Investment Monitor informent les agences de promotion des investissements de tout le Canada sur les tendances et les investisseurs émergents et évaluent le rendement du Canada en matière d'attraction des investissements de l'Asie Pacifique. Les analyses du pilier de recherche sur les

investissements sont utilisées pour nos recherches et publications internes et dans les médias. Nous planifions, lors de la dernière étape « Commercialiser » de notre plan stratégique quinquennal, diffuser des niveaux de données et ensembles de données selon un modèle d'abonnement payant.

La série **Trade Tracker** d'Affaires en Asie, quant à elle, comprend une série de produits et de rapports de recherche liés à la circulation des biens et des services entre le Canada et l'Asie, en mettant l'accent sur les deux accords de libre-échange (ALE) en vigueur en Asie : l'Accord global et progressif de partenariat transpacifique et l'Accord de libre-échange Canada-Corée. L'objectif est d'aider les entreprises canadiennes à comprendre les ALE au niveau sectoriel et national, et à en tirer parti.

En juin, Affaires en Asie a lancé une série de dépêches en ligne au sujet de l'impact de la COVID-19 sur les flux d'investissements directs entre le Canada et l'Asie, qui a suscité des articles dans le *National Post* (« [As geopolitical tensions rise, Chinese investment into Canada continues to fall, data show](#) ») et *Business in Vancouver* (« [COVID-19 pandemic puts big dent into Canada's inbound FDI from Asia-Pacific](#) »). À l'automne, l'équipe a créé le **CPTPP Product Competitiveness Tracker** et, au cours du prochain exercice, elle continuera de lancer rapidement des produits qui comblent les lacunes en matière de données et de connaissances sur les relations commerciales Canada-Asie, notamment le R&D Tracker.

L'initiative **R&D Tracker** d'Affaires en Asie est actuellement sur le point de créer des données dont le gouvernement canadien, les universitaires et les parties prenantes du monde des affaires ont besoin pour prendre des décisions éclairées sur les relations Canada-Chine en matière de R-D. L'innovation exige de traverser les frontières physiques, et les chercheurs canadiens doivent favoriser et



cultiver des collaborations avec des partenaires internationaux. En même temps, ces collaborations internationales peuvent involontairement ouvrir la porte au transfert technologique de biens canadiens sensibles ou duaux, ce qui a des répercussions sur l'écosystème d'innovation et la réputation internationale du Canada. Cette nouvelle initiative permettra de sensibiliser et d'orienter la définition d'une politique de gestion des relations Canada-Chine en matière de R-D.

Perspectives sur l'Asie

L'équipe Perspectives sur l'Asie a réalisé trois sondages importants cette année : notre [Sondage d'opinion national 2020 : Perceptions des Canadiens](#), longitudinal et permanent (25 novembre 2020); le sondage [Opinion publique des Taïwanais sur la politique étrangère et la sécurité nationale](#) (1^{er} octobre 2020); et le sondage [Points de vue asiatiques sur l'engagement économique avec](#)

[le Canada](#) (1^{er} décembre 2020). Ces deux derniers sondages ont évalué les points de vue asiatiques qui touchent le Canada, en particulier dans le contexte de la pandémie mondiale en cours, et les résultats des sondages de cette année sont présentés dans la section « Notre impact » du présent rapport.

À la fin de l'exercice, l'équipe Perspectives sur l'Asie conceptualisait deux courts sondages d'opinion nationaux thématiques, afin d'explorer les opinions des Canadiens sur les questions importantes et actuelles qui ont un impact sur nos approches en matière de politique étrangère et sur nos relations avec l'Asie. Et, avec un deuxième sondage sur les points de vue asiatiques sur l'engagement économique avec le Canada prévu pour l'année prochaine, l'équipe se concentrera sur deux économies de l'Asie du Sud-Est, l'Indonésie et Singapour, pour recueillir les perspectives des entreprises et des leaders d'opinion sur des pistes d'engagement accru dans ces marchés dynamiques.

Asie stratégique

Comme le prévoit le plan stratégique quinquennal de la Fondation, l'examen des événements et des tendances stratégiques et sécuritaires en Asie Pacifique permettra au Canada d'influencer le développement de la sécurité et de la défense régionales et de faire preuve de leadership. La réorientation de nos initiatives pour inclure la recherche, la collaboration et le dialogue dans cet espace a donné lieu à la création du pilier de recherche Asie stratégique de la Fondation. Le principal résultat, pour l'exercice, a été l'exposé de politique [Canada and the Indo-Pacific: Diverse and Inclusive, not Free and Open](#).

Publié en septembre 2020 et rédigé par notre vice-président de la recherche et de la stratégie, Jeff Reeves, il reprend les principales conclusions d'une conférence organisée par la Fondation à Vancouver l'année précédente. La « Conférence IPLO » a rassemblé des experts du Canada, des États-Unis, de l'Europe et de l'Asie pour discuter des questions relatives des piliers de la gouvernance de l'IPLO, de l'économie et de la sécurité, ainsi que de l'applicabilité de l'IPLO au Canada. L'exposé de politique de M. Reeves décrit ce qui est devenu essentiellement deux visions concurrentes de l'Indo-Pacifique et de l'IPLO, une vision de l'État promoteur basée sur une Indo-Pacifique « libre » et « ouverte » et une vision alternative de l'État adaptateur basée sur la « diversification », l'« inclusion » et la « stabilité ». Il avance que le Canada devrait s'aligner vers la vision de l'État adaptateur.

L'équipe de recherche de la Fondation élargira son travail dans l'espace stratégique au cours de l'année prochaine et met au point actuellement un outil d'évaluation du risque commercial qui exploite les bases de données exclusives de la Fondation, ainsi que divers autres ensembles de données, afin de fournir à ses utilisateurs un outil d'évaluation des

risques multisectoriels spécialement conçu pour les acteurs canadiens impliqués dans la région Asie Pacifique.

Asie numérique

Forte d'une série de webinaires internationaux et de publications sur la numérisation et l'intelligence artificielle l'année dernière, l'équipe Asie numérique a continué, au cours de cet exercice, à développer la capacité interne de la Fondation à se pencher sur les questions relatives à l'innovation numérique et aux politiques pertinentes en Asie (en particulier en Asie du Sud-Est). Cela s'est manifesté non seulement dans des projets majeurs financés par des sources externes, dont la **série d'ateliers sur la collaboration numérique Canada-Inde**, le **webinaire Vie privée, mégadonnées et sécurité : Recherche de contacts en Corée du Sud** et la **Consultation virtuelle sur l'IA éthique pour des participants au Canada et en Asie**, mais aussi dans les dépêches, et des contributions opportunes à l'équipe de recherche générale sur le thème du numérique.

À la fin de l'exercice, l'équipe Asie numérique travaillait sur plusieurs projets sur les applications de l'IA et l'innovation numérique, y compris des rapports pour l'ABAC, Horizons de politiques Canada et l'Agence de santé publique du Canada.

Renforcer les liens avec l'Asie

L'année dernière, l'équipe Renforcer les liens avec l'Asie avait concentré son travail et ses efforts sur le jumelage avec des villes et les relations infranationales entre le Canada et l'Asie Pacifique. Cette année, elle s'est penchée sur l'engagement transpacifique des autochtones. En décembre, l'équipe a rédigé et publié un rapport important, [International Trade Inclusivity: The CPTPP and Indigenous International Trade and Investment](#), qui explore les

droits et l'inclusion des autochtones dans le cadre du PTPGP. En février, l'équipe a contribué à l'ajout d'un partenaire institutionnel, en signant un protocole d'entente avec INDIGI-X, une initiative conjointe Canada-Nouvelle-Zélande qui soutient les échanges entre professionnels autochtones. Ce programme est également soutenu par les gouvernements des deux pays.

En mars, Scott Harrison, directeur principal du programme Renforcer les liens avec l'Asie, a été invité comme conférencier et animateur lors d'une série de conférences internationales (organisées au Japon) sur les **questions autochtones panpacifiques entre le Japon, le Canada, la Nouvelle-Zélande et l'Australie**. Plus tard dans le mois, il a organisé une conférence virtuelle en partenariat avec l'Université Simon Fraser sur les **descendants autochtones invisibles à Hokkaido, au Japon**. Cet événement a attiré 190 participants du Canada, du Japon, de l'Italie, de la Russie, de la Corée du Sud, des États-Unis, du Canada, du Japon, de la Russie, de la Corée du Sud, des Philippines, de Taïwan et de la France.

Durabilité en Asie

En octobre 2020, la Fondation a été invitée par l'**Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE)** et le **Canadian Trade and Investment Facility for Development (CTIF)** à examiner les impacts de la pandémie de COVID-19 sur le secteur agroalimentaire de l'ANASE. L'équipe Durabilité en Asie a été chargée d'évaluer et de discuter des moyens de limiter les effets négatifs de la pandémie sur la sécurité alimentaire et les perturbations du commerce et des chaînes de valeur agroalimentaires dans la région de l'ANASE. Le projet, financé par **Affaires mondiales Canada**, le **CTIF** et **Cowater International**, a été lancé pour mieux informer les hauts fonctionnaires et les responsables techniques au niveau national et à l'échelle de l'ANASE des ramifications des différents choix politiques et



réglementaires concernant l'endiguement de la pandémie et l'atténuation de ses conséquences négatives sur l'économie, le secteur agroalimentaire et la société.

[Les résultats du projet comprennent le principal rapport sur l'étude](#), qui décrit les perturbations, les défis et les mesures politiques recommandés en réponse à la pandémie; une étude de cas des impacts de la pandémie sur le sous-secteur de l'élevage; une présentation et une courte vidéo résumant les principaux résultats et les mesures politiques; et un atelier de validation avec 42 participants de 40 groupes de travail dans le cadre de la Réunion des hauts fonctionnaires/Ministres de l'Agriculture et des Forêts de l'ANASE (RHF-MAFA) sur les cultures, l'élevage, la pêche et les sous-secteurs forestiers.

Note : Les annexes supplémentaires de ce rapport annuel se trouvent sur le site Web de la Fondation Asie Pacifique du Canada.

LA VOIE DE L'AVENIR

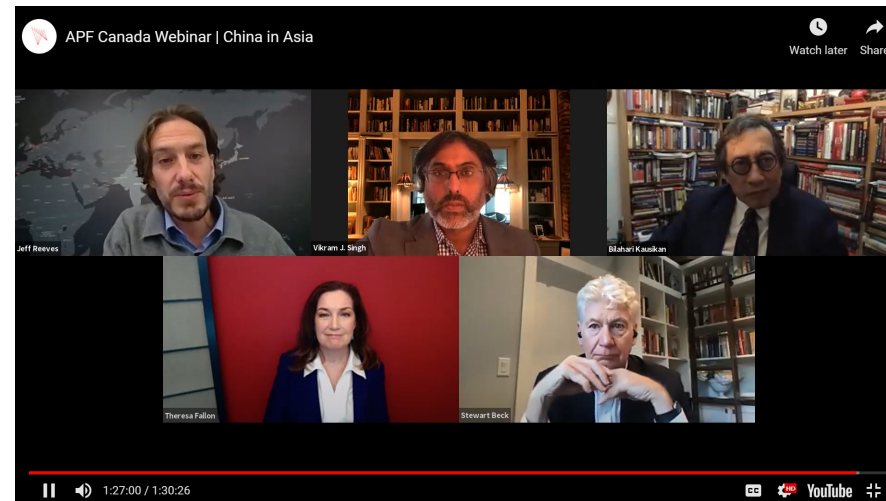
Alors que la Fondation se tourne vers l'année à venir et un retour progressif aux normes sociales et à la reprise économique dans un monde postpandémique, nous prévoyons en revenir aux directives de notre **plan stratégique quinquennal** et dans la **Loi sur la Fondation Asie Pacifique du Canada**, à savoir renforcer notre position en tant que principal centre de recherche canadien travaillant sur l'Asie Pacifique et aider les parties prenantes des secteurs privé et

public canadiens à tirer parti des débouchés et à surmonter les obstacles potentiels à l'engagement en Asie, la région la plus dynamique du monde pour la croissance et les possibilités économiques, les questions de sécurité, les développements politiques, les défis liés à l'environnement et au changement climatique, et les tendances démographiques.

Si l'avenir postpandémique reste incertain, nous avons toutefois appris au cours de cet exercice qu'aucun État ne peut agir seul pour compenser les coûts économiques, politiques, sécuritaires et sociaux élevés qui découlent inévitablement d'une perturbation mondiale. En effet, notre «réorientation» organisationnelle visant à suivre et analyser les réponses asiatiques à la COVID-19 et à les transposer à l'expérience canadienne a montré que le Canada fait partie d'une communauté internationale intrinsèquement liée à l'Asie, le nouveau centre de gravité du monde en raison des chaînes d'approvisionnement mondiales, des flux du commerce et des investissements, de l'innovation et de nos profonds liens interpersonnels. Grâce à ces mêmes efforts, nous sommes également convaincus d'avoir réussi à prouver notre résilience institutionnelle en période d'urgence nationale et à positionner la Fondation en tant que voix centrale dans le dialogue canadien sur les «leçons tirées» des réponses asiatiques disparates à la pandémie — certaines réussies, d'autres non.

Comme l'indiquent les manchettes internationales, nous n'en avons pas encore fini avec la COVID-19. De nouvelles épidémies surgissent, de nouveaux variants apparaissent, et de nouveaux confinements et autres mesures restrictives reviennent. La Fondation continuera à soutenir les efforts du gouvernement pour aller de l'avant, notamment grâce à notre projet de recherche financé par l'**Agence de la santé publique du Canada**, qui transpose les expériences de l'Asie Pacifique en matière de COVID-19 pour le Canada, et de notre **projet sur les**

risques commerciaux, qui collige des données dans un outil d'évaluation des risques multisectoriels pour les acteurs canadiens impliqués dans la région Asie Pacifique, deux domaines sur lesquels se concentrera le projet au cours de l'exercice 2021-2022.



De plus, comme l'énonce son plan stratégique quinquennal, la Fondation continuera à consolider, au cours des cinq prochaines années, sa position de principal centre de recherche canadien sur l'Asie Pacifique, en mettant à profit ses recherches pour aider les gouvernements et les entreprises canadiennes à s'engager plus efficacement dans les pays et sur les marchés de l'Asie Pacifique, tout en fournissant au public canadien les connaissances nécessaires pour saisir les débouchés et relever les défis uniques qui se présentent dans la région. La Fondation utilisera également son expertise institutionnelle et son réseau diversifié pour continuer à former la prochaine génération d'universitaires et de praticiens canadiens spécialistes de l'Asie.

L'actuel président et chef de la direction, Stewart Beck, qui a dirigé l'organisation au cours des sept dernières années, prendra sa retraite le 10 août 2021. Il sera remplacé par [Jeff Nankivell](#), qui se joindra à la Fondation en septembre. La Fondation

maintient son engagement à la vision de son plan stratégique quinquennal et continuera de produire des recherches et des résultats axés sur l'action qui ont fourni une valeur ajoutée aux dirigeants des gouvernements, du monde des affaires, de la sphère universitaire et de la société des deux aspects de la relation Canada-Asie.

L'année prochaine, la Fondation passera de l'étape actuelle «Recentrer» (2020-2022) à l'étape «Renforcer» (2022-2023), passant de l'adaptation au renforcement de nos initiatives les plus valables en matière de recherche, d'éducation et de réseautage, pour avoir un impact maximal au Canada et en Asie. Cela comprendra ce qui suit :

- Poursuivre le développement de produits de recherche diversifiés et axés sur l'action au sein de chacun de nos piliers de recherche.
- Renforcer notre programme d'éducation pour étendre notre projet de programme d'études à l'essai en Colombie-Britannique aux autres provinces du Canada, comme la Saskatchewan, l'Ontario et la Nouvelle-Écosse.
- Renforcer nos efforts de réseautage, en assumant des responsabilités de secrétariat supplémentaires, comme pour le Conseil de coopération pour la sécurité en Asie Pacifique (CCSAP).
- Approfondir nos partenariats, par le truchement des canaux de l'APEC, avec les centres d'études de l'APEC dans la région du Pacifique, afin d'influencer les parties prenantes mondiales par l'engagement et obtenir un financement des canaux internationaux.

Comme l'indique l'étape «Commercialiser» (2024-2025) de notre plan stratégique quinquennal, notre objectif ultime est de fournir le type de

renseignements de haut niveau et d'analyses fondées sur des données probantes nécessaires pour développer le rôle potentiel de premier plan du Canada dans la région. Et de combler les lacunes en matière de connaissances sur l'Asie Pacifique, grâce à un modèle d'affaires raffiné qui est logique et valable pour les parties prenantes, en commercialisant des produits et des services pertinents.

Aujourd'hui, alors que nous évoluons de la réponse à la pandémie à un rétablissement durable, il existe un besoin urgent d'agir et de mieux comprendre les intérêts du Canada dans la région Asie Pacifique qui, indépendamment de la COVID-19, représentera toujours 50 % du PIB mondial, 40 % de la consommation mondiale et 57 % de la population mondiale d'ici 2040.

Au cours de l'année à venir, alors que la résilience estompera les perturbations, la Fondation cherchera à déterminer les domaines dans lesquels elle peut avoir le plus grand impact et continuer à diriger la réflexion et l'engagement du Canada par rapport à cette région dynamique.

02

NOTRE IMPACT

Même si la Fondation a continué à travailler conformément à son plan stratégique quinquennal et à son plan de travail annuel 2020-2021 au cours de cet exercice, la pandémie a nécessité un réalignement de nos priorités de recherche, de nos publications et de nos événements, afin de suivre et de transposer les réponses et les expériences des États asiatiques par rapport à la pandémie et de les transposer dans le contexte canadien.

En démontrant notre valeur institutionnelle en tant que principal centre de recherche asiatique du Canada auprès du gouvernement, des entreprises, du public canadien et d'autres parties prenantes au plus fort de la crise de la COVID-19, nous avons continué à communiquer avec nos publics au moyen de nos canaux de marque, en alignant nos activités sur un ensemble de priorités stratégiques ayant le plus grand impact.

Grâce aux publications sur notre site Web, du service de veille d'actualités *Asia Watch*, des canaux du réseau, des activations d'événements, des listes d'abonnés étoffées et des plateformes de médias sociaux populaires comme Twitter, Facebook, YouTube et Instagram, la Fondation est restée résolue, au cours de cet exercice, à fournir aux Canadiens les connaissances nécessaires pour faire face aux débouchés et défis uniques qui se présentent dans la région et à former la prochaine génération

de chercheurs et de praticiens canadiens en Asie, en particulier dans le contexte de la réponse par rapport à la pandémie et du rétablissement.

La Fondation mesure son succès avec sa capacité à fournir des rapports, des projets et des événements opportuns, pertinents et exclusifs sur les relations Canada-Asie et à s'engager avec succès auprès des Canadiens (en particulier les jeunes) à l'aide des plateformes de publication et de diffusion où ils recherchent de plus

en plus d'informations et d'analyses, à savoir les médias numériques et sociaux.

Le succès des résultats de nos programmes de cette année est présenté dans la section 1 du présent rapport. De plus, la Fondation suit et évalue son succès selon des indicateurs de rendement clés (IRC) mesurables, notamment les niveaux d'engagement du public dans l'ensemble de notre contenu éditorial et de nos activations d'événements, l'augmentation du nombre

de nos utilisateurs en ligne et abonnés à nos médias sociaux, et le nombre de contributions que nous apportons aux médias canadiens et internationaux, en tant qu'auteurs et commentateurs. La section 2 de ce rapport présente ces IRC, démontrant notre impact et notre résilience en tant que principale organisation canadienne de recherche, d'analyse et de consultation sur les relations Canada-Asie.

LES 10 DÉPÊCHES LES PLUS CONSULTÉES

(PAGES VUES)



01



20 842 PAGES VUES

[How Vietnam is Winning its War Against COVID-19](#)

Diffusion : 6 avril 2020

02



18 844 PAGES VUES

[The Secret to Taiwan's Successful COVID Response](#)

Diffusion : 8 mai 2020

03

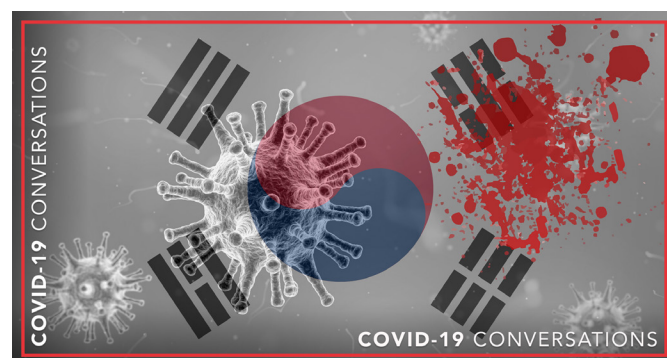


17 275 PAGES VUES

[Stranded in India: Repatriation Efforts Underway for Canadians Trapped in World's Largest Lockdown](#)

Diffusion : 9 avril 2020

04



5 874 PAGES VUES

[The Story Behind South Korea's 'Aggressive' COVID-19 Testing](#)

Diffusion : 7 avril 2020

05



5 548 PAGES VUES

[Mongolia's Effective 'Analogue' Approach to COVID-19 Containment](#)

Diffusion : 20 avril 2020

06



4 465 PAGES VUES

[Mongolia's Challenges in Returning Nationals Stranded Abroad During COVID-19](#)

Diffusion : 5 mai 2020

07



4 405 PAGES VUES

[The Impact of COVID-19 on Remittance-Dependent Economies](#)

Diffusion : 24 avril 2020

08



4 052 PAGES VUES

[2020 National Opinion Poll: Canadian Views on Asia](#)

Diffusion : 25 novembre 2020

09



4 003 PAGES VUES

[South Korea's 'New Deal': An Example for Post-COVID Economic Recovery](#)

Diffusion : 3 juin 2020

10



2 999 PAGES VUES

[Canada and the Indo-Pacific: An Asia Pacific Foundation of Canada Policy Paper](#)

Diffusion : 22 septembre 2020

CHIFFRES SAILLANTS



768

mentions dans
les médias



19

éditoriaux



15

discours



29

événements



3

rapports
d'envergure



3

sondages



71

dépêches



4

notes de synthèse



34

vidéos



3

étude de cas



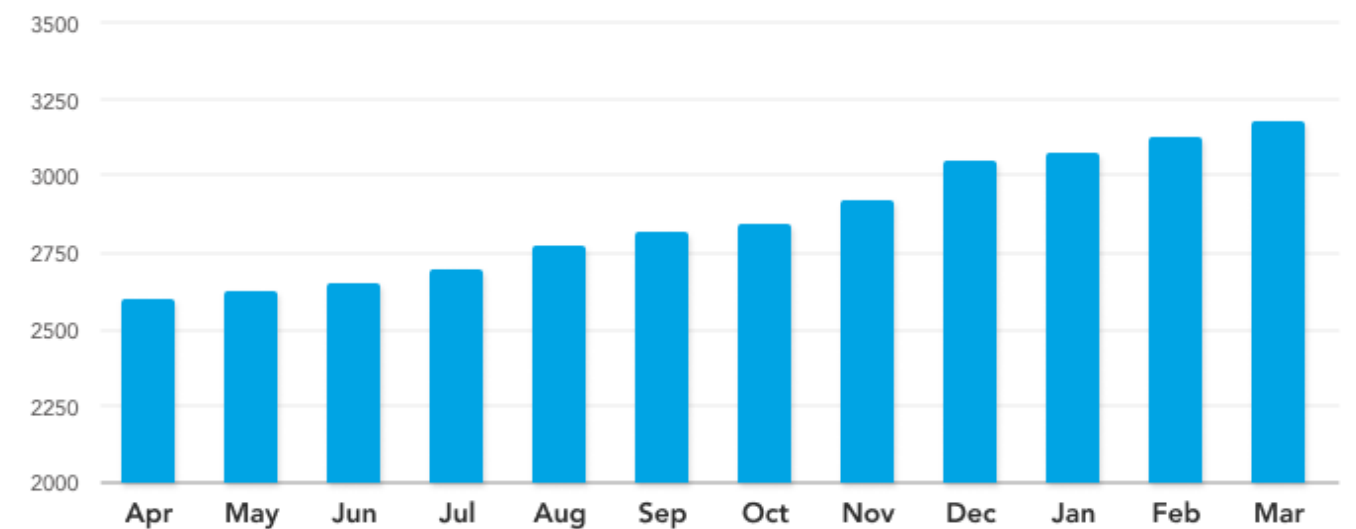
6 144

abonnés

ASIA WATCH

Asia Watch Growth in Subscribers

SUBSCRIBERS



Charnière au cœur des activités de la Fondation au sujet de la COVID-19 pour cet exercice, et témoin de notre évolution passant de longs rapports à des produits plus opportuns et exploitables conçus pour informer le public et les décideurs en cette période d'urgence nationale, notre bulletin semi-hebdomadaire *Asia Watch* a suivi les efforts de confinement et d'atténuation de la pandémie des États asiatiques et les a transposés à l'expérience canadienne.

Grâce à une analyse unique pays par pays et à des liens promotionnels vers nos derniers rapports, sondages, dépêches et événements, *Asia Watch* a contribué à positionner la Fondation en tant que voix incontournable dans le dialogue canadien sur les « leçons tirées » des autres régions de l'Asie Pacifique.

Au début de l'année, ce contenu exclusif a été intégré à la [carte interactive du suivi de la COVID-19 en Asie](#) qui fournissait une analyse par pays des réponses politiques de l'Asie à la pandémie, régulièrement mise à jour. Suivant les progrès de la pandémie, *Asia Watch* s'est transformé pour présenter une analyse régulière des dernières nouvelles, des tendances et des problèmes en Asie qui sont d'intérêt pour le Canada.

Avec l'ajout d'une nouvelle fenêtre d'abonnement sur la page d'accueil de notre site Web, une campagne continue sur les médias sociaux et le rayonnement auprès des abonnés avec nos événements en ligne, le nombre d'abonnés à *Asia Watch* a augmenté de 23 % au cours de l'exercice, et 3 180 abonnés recevaient le bulletin d'information dans leur boîte de réception chaque mardi et jeudi à la fin de l'année.

PRÉSENCE NUMÉRIQUE



Le travail que la Fondation effectue demeure pertinent, d'actualité et a une valeur réelle et pratique pour les entreprises, les universités, les médias et les décideurs à tous les niveaux du gouvernement canadien. Alors que nous continuons à développer notre présence dans l'espace numérique, nous nous efforçons de communiquer efficacement avec nos publics, avec nos canaux de marque, notamment notre site Web et nos plateformes sur les médias sociaux.

En faisant la promotion des recherches et des activités exclusives de la Fondation sur Twitter, Facebook, LinkedIn, Instagram et YouTube, et en suscitant la participation stratégique des partenaires, des décideurs et des publics aux vues similaires dans ces espaces, nous sommes en mesure de faciliter un échange d'informations et d'idées qui enrichit

la conversation canadienne sur l'Asie. Cette année, en particulier, cette conversation a porté sur la réponse à la COVID-19 et au rétablissement. Nos contenus éditoriaux sur les mesures d'atténuation de la pandémie en Asie et aux leçons inhérentes pour le Canada ont suscité beaucoup de discussions et de partages dans la sphère des médias sociaux, ce qui a fait grimper les statistiques de notre site Web sur la COVID-19.

D'année en année, notre approche interactive de la stratégie de l'image de marque numérique de la Fondation s'est avérée fructueuse. Comme l'illustrent les indicateurs de rendement clés fondés sur les données énumérées ci-dessous, l'année dernière a connu une hausse constante du nombre de visiteurs, de pages vues et d'abonnés.

PRÉSENCE EN LIGNE ET SUR LES MÉDIAS SOCIAUX



Visites

232 619 contre 165 971
(hausse de 40,2 % en 2020-2021)



Rubriques Web les plus populaires

À propos de nous
Recherche
Événements
Suivi de la COVID-19 en Asie
Réseaux



Principaux pays

Canada
Chine
Corée du Sud
États-Unis
Hong Kong
Inde
Indonésie
Philippines
Royaume-Uni
Singapour



Pages vues

770 689 contre 677 239
(hausse de 13,8 % en 2020-2021)



Publications les plus populaires

Asia Watch
Dépêches
Rapports
Blogue



Principaux canaux

Recherche organique : 57,4 %
Recherche directe : 24,5 %
Médias sociaux : 13,7 %
Références : 4,3 % de plus



Appareils

Les visites à partir d'appareils mobiles ont augmenté de 10,6 % cette année, passant de 29,40 % en 2019-2020 à 39,99 % en 2020-2021.

Facebook

Hausse des abonnés

▲ 4 %

De 3 764 en 2019-2020
à 3 913 en 2020-2021

LinkedIn

Hausse des abonnés

▲ 27,5 %

De 4 297 en 2019-2020
à 5 470 en 2020-2021

Twitter

Hausse des abonnés

▲ 12,9 %

De 6 905 en 2019-2020
à 7 795 en 2020-2021

Instagram

Hausse des abonnés

▲ 10,6 %

De 686 en 2019-2020
à 759 en 2020-2021

YouTube

23,1 k visionnements

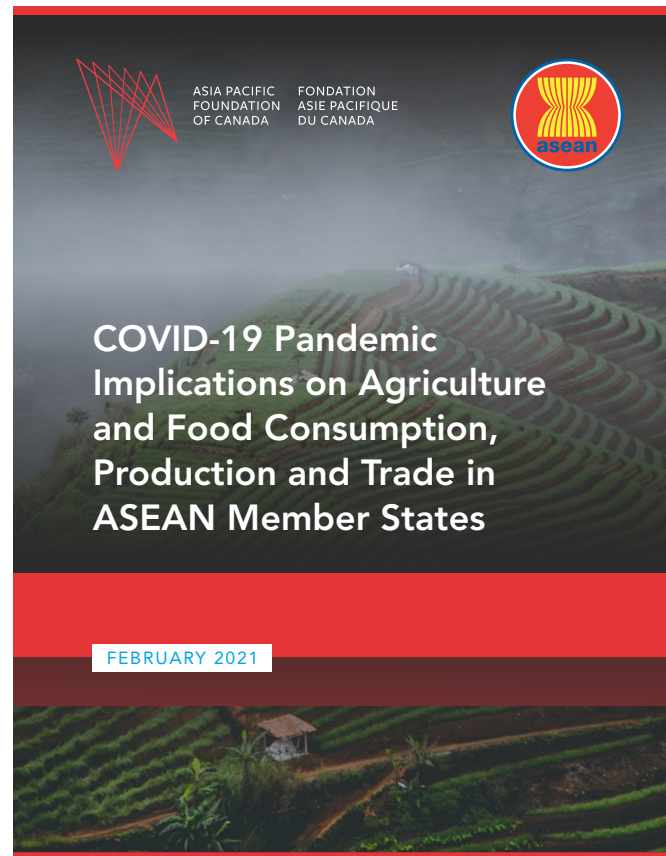
en tout à ce jour

Hausse des visionnements

▲ 41,5 %

De 4,1 k visionnements
en 2019-2020 à 5,8 k
visionnements en 2020-2021

RAPPORTS ET NOTES DE SYNTHÈSE DE L'EXERCICE



COVID-19 Pandemic Implications on Agriculture and Food Consumption, Production and Trade in ASEAN Member States

FEBRUARY 2021

[COVID-19 Pandemic Implications on Agriculture and Food Consumption, Production and Trade in ASEAN Member States](#)

Diffusion : 17 mars 2021

Auteure : Fondation Asie Pacifique du Canada



[Canadian Opportunities in the South Korean New Deal](#)

Diffusion : 19 janvier 2021

Auteurs : Dongwoo Kim, Isaac Lo



[International Trade Inclusivity: The CPTPP and Indigenous International Trade and Investment](#)

Diffusion : 17 décembre 2020

Auteurs : Scott Harrison, Robin Asgari



CANADA AND THE INDO-PACIFIC: 'DIVERSE' AND 'INCLUSIVE', NOT 'FREE' AND 'OPEN'

SEPTEMBER 2020

[Canada and the Indo-Pacific: An Asia Pacific Foundation of Canada Policy Paper](#)

Diffusion : 22 septembre 2020

Auteure : Fondation Asie Pacifique du Canada



[Who Knew What When: The International Transmission of Information on the COVID-19 Outbreak](#)

Diffusion : 25 août 2020

Auteur : Dan Ciuriak



THE FREE AND OPEN INDO-PACIFIC:

Charting a Common Approach
January 22-23, 2020

CONFERENCE NOTES

[The Free and Open Indo-Pacific: Charting a Common Approach: Conference Report](#)

Diffusion : 8 avril 2020

Auteure : Fondation Asie Pacifique du Canada

Sondages



Asian Views on Economic Engagement with Canada

Diffusion : 1^{er} décembre 2020

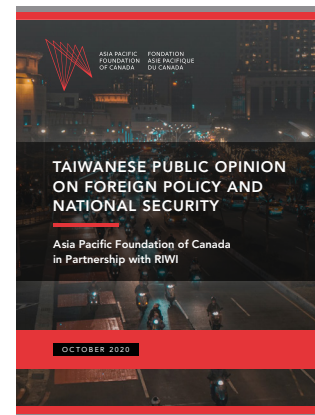
Auteurs : Fondation Asie Pacifique du Canada



2020 National Opinion Poll: Canadian Views on Asia

Diffusion : 25 novembre 2020

Auteurs : Fondation Asie Pacifique du Canada

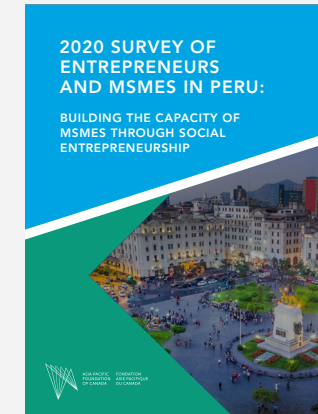


Taiwanese Public Opinion on Foreign Policy and National Security

Diffusion : 1^{er} octobre 2020

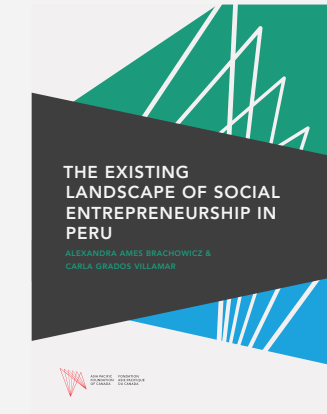
Auteurs : Fondation Asie Pacifique du Canada

Rapports sur le Partenariat APEC-Canada pour l'expansion des entreprises



2020 Survey of Entrepreneurs and MSMEs in Peru: Building the Capacity of MSMEs Through Social Entrepreneurship

Diffusion : 31 août 2020



The Existing Landscape of Social Entrepreneurship in Peru

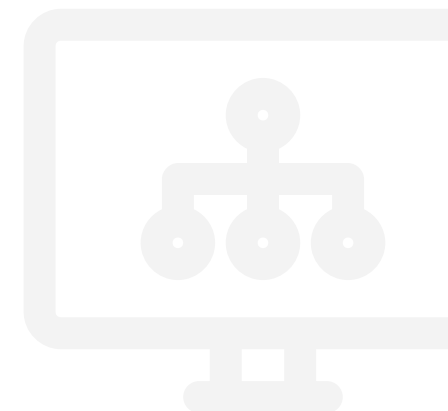
Diffusion : 1^{er} avril 2020

Rapport d'Investment Monitor



Annual Report 2020: Trade Agreements and Foreign Investment in the Asia Pacific

Diffusion : 29 avril 2020



NOS SONDAGES D'OPINION NATIONAUX

Depuis 2004, la Fondation Asie Pacifique du Canada mène régulièrement des sondages d'opinion nationaux (SON) à l'échelle nationale pour évaluer l'attitude des Canadiens à l'égard des pays de l'Asie Pacifique et leur perception des relations Canada-Asie. Ces anciens sondages longitudinaux ont permis de dresser un portrait des perspectives des Canadiens sur l'Asie et sur la pertinence croissante de la région pour la prospérité et la sécurité futures du Canada.

En plus de notre SON habituel, au cours du dernier exercice financier, la Fondation a mené deux sondages originaux : **Points de vue asiatiques sur l'engagement économique avec le Canada** et **Opinion publique des Taïwanais sur la politique étrangère et la sécurité nationale**. Ces sondages ont été menés pour évaluer les points de vue asiatiques qui ont un impact sur le Canada, particulièrement dans le contexte de la pandémie mondiale en cours.

Sondage d'opinion national de 2020 : Couverture médiatique

National Post, par Adrian Humphreys
[Canadians talk tough on standing up to China, are suspicious of Chinese investment and economic might: poll](#)

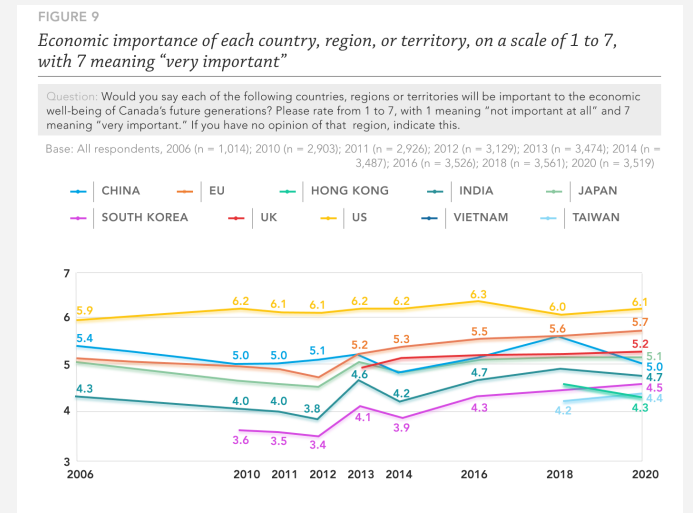
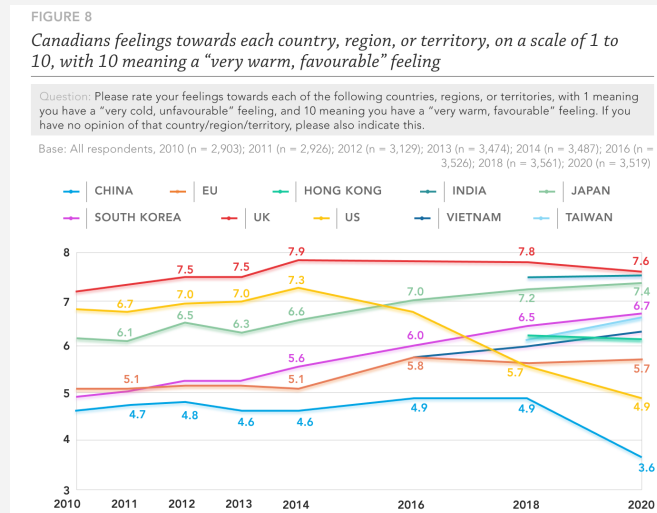
National Post, par John Ivison
[Canada leads multilateral move to fight China's 'hostage diplomacy': foreign affairs minister](#)

Business in Vancouver, par Chuck Chiang
[Canadians embrace Asia-Pacific neighbours – except China: poll](#)

Hindustan Times, par Anirudh Bhattacharyya
[Poll shows more Canadians see India as an opportunity, China as a threat](#)

Zee News, par Manisha Shukla et Pushkar Tiwari
[Canadians feel India's rise in region could contain China, study says](#)

Sondage d'opinion national de 2020 : Perceptions des Canadiens envers l'Asie



25 novembre 2020

Toutes les années paires, l'équipe de Perspectives Asie de la Fondation fait un suivi des opinions des Canadiens sur des questions héritées des sondages précédents sur des sujets comme l'identité de l'Asie Pacifique, les sentiments envers l'Asie, l'importance économique perçue de l'Asie pour l'avenir du Canada, le soutien aux accords de libre-échange et les politiques provinciales visant à favoriser de meilleures relations avec les pays asiatiques.

Notre sondage d'opinion national de 2020 décrit la trajectoire des opinions des Canadiens sur 15 années, en soulignant les tendances persistantes ainsi que les changements importants d'opinion de la part des Canadiens sur l'Asie. Le sondage a aussi posé de nouvelles séries de questions sur des sujets d'actualité en sollicitant l'opinion des Canadiens sur l'immigration et l'identité canadienne, le racisme anti-asiatique au Canada et les relations Canada-Chine.

Le rapport a été publié le 25 novembre 2020, lors d'un webinaire auquel ont participé plus de 160 personnes. Le SON a rapidement attiré l'attention des réseaux de médias nationaux et internationaux, qui ont repris les conclusions du SON. Depuis sa publication, le rapport a obtenu 4 480 pages vues.

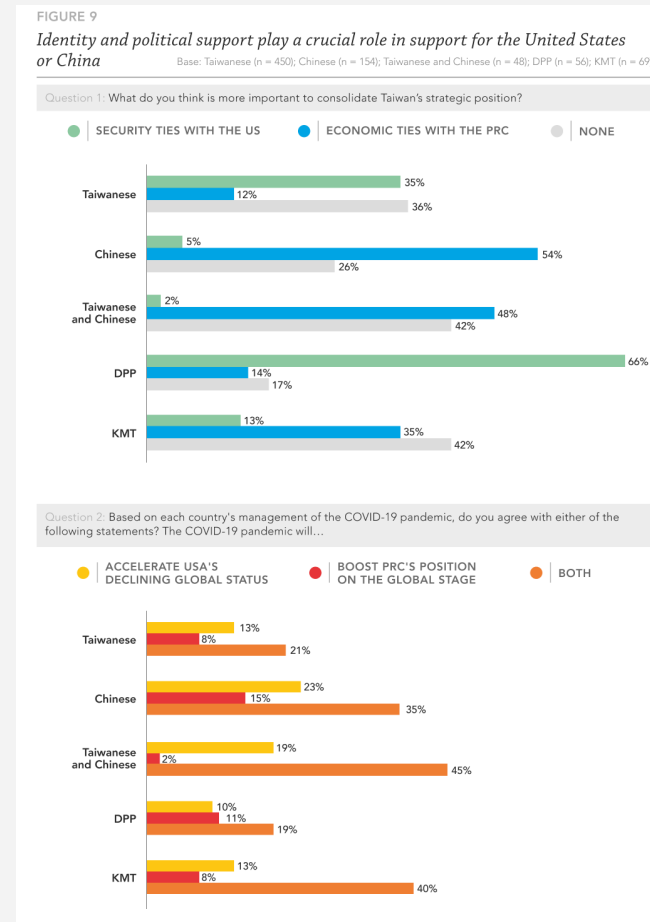
Opinion publique des Taïwanais sur la politique étrangère et la sécurité nationale

1^{er} octobre 2020

En raison de sa gestion efficace de la COVID-19, Taïwan est apparu comme un chef de file précoce. Et après des années d'isolement croissant sur la scène mondiale, son statut s'améliore grâce à sa diplomatie adroite. Cette année, en raison des tensions croissantes É.-U.-Chine et des manifestations et troubles politiques à Hong Kong, Taïwan a commencé à susciter un intérêt considérable de la part des entreprises occidentales, en tant que marché alternatif dans la région.

Pour comprendre le point de vue du public sur l'évolution actuelle de Taïwan, la Fondation, en partenariat avec RIWI, a réalisé un sondage d'opinion auprès de 1 088 répondants taïwanais. Le sondage a étudié les réponses à plusieurs questions d'actualité, notamment la loi sur la sécurité nationale de Hong Kong et la sécurité nationale de Taïwan, la position stratégique, les politiques étrangères et les partenaires régionaux importants, y compris l'opinion des Taïwanais sur le Canada.

Le rapport a été publié le 1^{er} octobre 2020 et a révélé que deux tiers des répondants considéraient la loi sur la sécurité nationale de Hong Kong comme une menace pour la sécurité de Taïwan. Le sondage a également apporté un nouvel éclairage sur les perceptions des Taïwanais sur le Canada et a révélé qu'un Taïwanais sur deux ne connaît pas suffisamment le Canada pour savoir si le pays est un allié ou non. Depuis sa publication, le rapport a obtenu 1 510 pages vues.



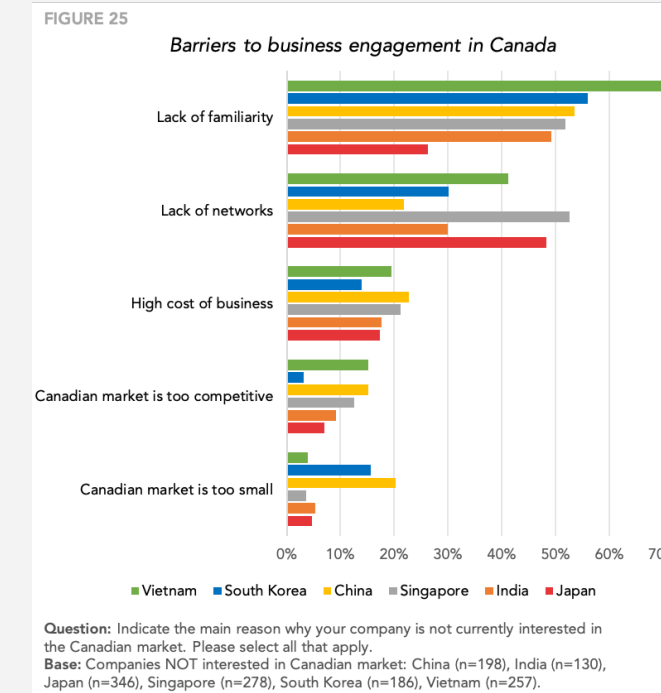
Points de vue asiatiques sur l'engagement économique avec le Canada

1^{er} décembre 2020

Reconnaissant l'absence de perspectives des entreprises asiatiques sur le Canada, la Fondation a entamé un ambitieux projet multinational qui permettrait d'explorer en profondeur les points de vue asiatiques sur l'accroissement de l'engagement économique avec le Canada. Portant sur six pays asiatiques (Chine, Corée du Sud, Inde, Japon, Singapour et Vietnam), le projet a sondé 6 600 chefs d'entreprise asiatiques et mené 58 entrevues avec des experts en politique dans les pays cibles.

L'ampleur de l'étude, à laquelle s'ajoute l'analyse comparative entre les pays, a produit une occasion unique, pour le gouvernement et les entreprises du Canada, de se pencher sur les domaines d'engagement et les moyens de renforcer l'engagement en déterminant les obstacles, et de mieux comprendre la perception des entreprises asiatiques à l'égard du marché canadien et des accords commerciaux. Le projet a bénéficié d'un financement et d'un soutien importants de la part d'Exportation et développement Canada, d'Affaires mondiales Canada et d'Investir au Canada.

Le 15 mai 2020, le rapport final a été publié et présenté aux partenaires financiers lors d'une réunion virtuelle avant sa publication en ligne le 1^{er} décembre 2020. Le 8 décembre 2020, la Fondation a organisé un webinaire pour une discussion plus approfondie avec les Services des délégués commerciaux situés en Asie Pacifique. Selon les principaux résultats dégagés par le sondage : Les chefs d'entreprise ont une opinion favorable de l'environnement commercial canadien et manifestent un fort désir de maintenir et d'établir davantage de relations commerciales avec le Canada, mais sept chefs d'entreprise sur dix sondés ont déclaré ne pas comprendre l'environnement opérationnel des entreprises canadiennes. Après sa publication, le rapport a obtenu 940 pages vues.



CINQ PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS

(SELON LA PARTICIPATION)

01



Sondage d'opinion national de 2020 : Lancement de Perceptions des Canadiens envers l'Asie

Date : 25 novembre 2020

Lieu : Virtuel

Conférencier(s) : Stewart Beck, président et chef de la direction; Jeffrey Reeves, Ph. D., vice-président de la recherche; Sreyoshi Dey, Ph. D., gestionnaire de programme, Perspectives sur l'Asie; et Hygo Roy, chercheur postdoctoral.

Participants : 208

Lors du lancement public de notre sondage d'opinion national 2020, Perceptions des Canadiens envers l'Asie, notre équipe a fourni un aperçu complet des sentiments des Canadiens à l'égard de l'Asie Pacifique, notamment à la lumière de COVID-19. Les résultats ont indiqué que, même si les Canadiens se sentent moins liés à l'Asie Pacifique, l'importance économique des pays asiatiques est bien perçue et comprise.

02



La Chine en Asie : Implications pour le Canada

Date : 21 octobre 2020

Lieu : Virtuel

Conférencier(s) : Theresa Fallon, Ph. D., fondatrice et directrice du Centre for Russia Europe Asia Studies (CREAS), Bruxelles; Bilahari Kausikan, président de l'Institut du Moyen-Orient (NUS) et ancien secrétaire permanent du ministère des Affaires étrangères, Singapour; et Vikram Singh, conseiller principal du programme Asie au United States Institute of Peace, Washington, DC.

Participants : 150

La Chine en Asie a réuni trois éminents panélistes, chacun provenant d'une région différente du globe et offrant des perspectives uniques sur l'état actuel des affaires géostratégiques de l'Asie Pacifique, la présence de la Chine dans le monde et les défis et débouchés qui se présentent dans la région pour des puissances moyennes comme le Canada. Le panel a examiné comment le Canada doit relever ces défis pour garantir ses intérêts nationaux dans la région de l'Asie Pacifique et comment il peut tirer des leçons des points de vue stratégiques et des approches de la politique étrangère d'autres États à l'égard de l'Asie, alors qu'il définit sa propre stratégie.

03



Conversation avec l'ambassadeur de la Chine au Canada

Date : 15 décembre 2021

Lieu : Virtuel

Conférencier(s) : Son Excellence Cong Peiwu, ambassadeur de la Chine au Canada.

Participants : 118

L'ambassadeur Cong Peiwu s'est joint au président et chef de la direction de la Fondation, Stewart Beck, pour une conversation animée sur l'état des affaires mondiales, les relations Canada-Chine, le rôle que la Chine peut jouer dans les défis sur l'économie et le développement d'un monde post-pandémique, et ce que cela signifie pour le Canada. Portant sur des sujets allant de l'affaire Meng Wanzhou et de la détention de Michael Spavor et Michael Kovrig en Chine à la détérioration de l'opinion publique canadienne à l'égard de la Chine comme en font état les sondages de la Fondation, ce webinaire d'une heure a fait l'objet d'un reportage dans le [Globe and Mail](#).

04



Série de conférences en ligne de dirigeants asiatiques : Évoluer dans le marché chinois de l'après-COVID-19

Date : 10 juin 2020

Lieu : Virtuel

Conférencier(s) : Michael Evans, président, Alibaba Group.

Participants : 104

Michael Evans, président de l'Alibaba Group, a discuté des implications du changement et de la reprise à long terme en Chine, ainsi que de la manière dont Alibaba tire parti de son économie numérique pour donner aux entreprises et aux MPME du monde entier les moyens d'accéder possibilités de croissance en Chine et d'adopter la transformation numérique.

05



Renforcer les MPME et l'entrepreneuriat social au Pérou : Table ronde virtuelle

Date : 14 octobre 2020

Lieu : Virtuel

Conférencier(s) : Ministre Jose E. Bustinza, directeur de l'APEC et de la réunion des hauts responsables de l'APEC au Pérou, ministère des Affaires étrangères du Pérou, Justin Kwan, gestionnaire du programme Partenariat APEC-Canada pour l'expansion des entreprises, et Phebe Ferrer, spécialiste de projet.

Participants : 94

Le Partenariat APEC-Canada pour l'expansion des entreprises a présenté ses derniers résultats de recherche lors d'un événement de lancement virtuel organisé à Lima, au Pérou. Les participants ont été invités à se joindre à nous pour apprendre directement des universitaires et des experts dans le domaine de l'autonomisation des entrepreneurs et du développement des petites entreprises. L'événement s'est déroulé en espagnol avec une interprétation simultanée en anglais.



03

DANS L'ACTUALITÉ

D'avril 2020 à mars 2021



AVRIL 2020

THE VANCOUVER SUN

20 avril 2020

Par Jeffrey Reeves, vice-président,
Recherche et stratégie, Fondation

[Experiences from best practices in Asia show a path forward in the fight against COVID-19](#)

“As Canada works to develop an effective response to this unparalleled health challenge, the experiences from Asia, arguably, offer the best path forward. At a time when Western countries are faltering in their responses, Asian governments have emerged as the global leaders in the fight against COVID-19.”

MAI 2020

THE VANCOUVER SUN

29 mai 2020

Présentant Stewart Beck, président et
chef de la direction, Fondation

[Canada-China chill unlikely to hit B.C. trade; Experts say province's resource sector not a strategic target for retaliation](#)

“It's an incredibly difficult period of time for the Canada-China relationship,” said Stewart Beck, CEO of the Vancouver-headquartered Asia Pacific Foundation of Canada. “It's probably the worst it's been since, certainly, I've been in diplomacy.”

JUIN 2020

NATIONAL POST

1^{er} juin 2020

Présentant Stephen Nagy, attaché de
recherche distingué, Fondation

[How Canada can resist China's intimidation by teaming up with like-minded allies](#)

“Canadian academic Stephen Nagy told MPs that Canada needs to think seriously about enhanced co-operation with other middle powers when dealing with China, and that they should collectively lobby the United States to adopt a more multilateral approach.”

JUILLET 2020

THE VANCOUVER SUN

3 juillet 2020

Par Hugh Stephens, attaché de
recherche distingué, Fondation

[Could Canada have ended Meng Wanzhou's extradition process? Maybe — until China made that impossible](#)

“In effect, the two Michaels are hostages, and releasing Meng by stopping the extradition process is tantamount to paying a ransom. Paying ransom rewards the hostage-takers and encourages further similar actions.”

THE GLOBE AND MAIL*

6 juillet 2020

Présentant Margaret McCuaig-Johnston,
attachée de recherche distinguée, Fondation

[China's threats on behalf of Huawei are becoming desperate](#)

“Excitement is mounting in Canada, as our telecoms have started to roll out advertising for new 5G-enabled internet-of-things phones. While Canada has yet to decide if it will permit Huawei equipment in our 5G networks, our carriers appear to have decided to launch their services now with more trusted companies – Ericsson, Nokia and Samsung.”

AOÛT 2020

EASTASIAFORUM

27 août 2020

Par Mendee Jargalsaikhan, boursier
postuniversitaire, Fondation

[Mongolia's bittersweet COVID-19 success](#)

“Mongolia's high debt levels will limit the new government's ability to offer programs to reduce the social and economic effects of the pandemic and leave the country vulnerable to a prolonged global economic slowdown.”

South China Morning Post

28 août 2020

Présentant la Fondation

[Meet the transnationals: They moved to Canada but never really left Hong Kong](#)

“In 2011, the Asia Pacific Foundation of Canada released a “conservative” estimate that there were 295,930 Canadians in Hong Kong. Sixty-seven per cent were born in Hong Kong and just 16 per cent in Canada. But their continuing connections to Canada were clear: 64 per cent had immediate family members living there. And 62 per cent were considering returning to live in Canada themselves.”

SEPTEMBRE 2020

DW Deutsche Welle

1 septembre 2020

Présentant Stephen Nagy, attaché de
recherche distingué, Fondation

[Japan's Yoshihide Suga leads race to succeed PM Shinzo Abe](#)

“In the domestic arena, Stephen Nagy, an associate professor of international relations at Tokyo's International Christian University and a fellow of Canada's Asia Pacific Foundation, said Suga will continue Abe's economic reforms and efforts to get more women into the workforce, as well as attempting more structural reforms.”

OCTOBRE 2020

TORONTO STAR

13 octobre 2020

Présentant Stewart Beck, président et chef de la direction, Fondation

[New technologies show potential for renewable energy job growth in Canada](#)

“ There is lots of opportunity for Canada to secure good, high-paying domestic jobs in renewable energy by focusing on more cutting-edge technologies and bringing them to growing markets, the head of the Asia Pacific Foundation of Canada says.”

NOVEMBRE 2020

TORONTO STAR

27 novembre 2020

Présentant la Fondation

[Anti-Asian Racism Won't Go Away After COVID-19](#)

“ Most Canadians polled by the Asia Pacific Foundation of Canada in its annual opinion survey say that anti-Asian racism existed in Canada before the pandemic, while more than half of them feel that it won't go away after the COVID-19 virus is defeated... In addition to posing new questions on topical issues, particularly around COVID-19, this year's Asia Pacific Foundation (APF) of Canada National Opinion Poll tracked legacy questions from the past 16 years on the warmth of feelings toward Asia, the perceived economic importance of Asia for the future of Canada, support for free trade agreements, and provincial policies to foster better relations with Asian counterparts.”

DÉCEMBRE 2020

THE GLOBE AND MAIL

15 décembre 2020

Présentant la Fondation

[Chinese ambassador insists Meng Wanzhou's detention in Vancouver is unfair](#)

“ During a conversation with the Asia Pacific Foundation of Canada on Tuesday, Cong Peiwu responded to the nonprofit's latest poll, which reveals a worsening Canadian public opinion toward China. It shows the average feeling has dipped to its lowest point in the past decade.”

JANVIER 2021

THE DIPLOMAT

16 janvier 2021

Dongwoo Kim, gestionnaire de programme, Fondation

[Chatbot Gone Awry Starts Conversations About AI Ethics in South](#)

“ The “Luda” AI chatbot sparked a necessary debate about AI ethics as South Korea places new emphasis on the technology.”

South China Morning Post

25 janvier 2021

Par Van Jackson, attaché de recherche distingué, Fondation

[Biden's Asia policy will be controversial – and that's a good thing](#)

“ Given the many and existential challenges to democracy that US President Joe Biden faces at home, it could be months, even years, before we see the contours of a strategy for Asia emerge from the administration. Yet, no matter how long it takes, America's Asia policy cannot escape a basic truth – on the issues of gravest consequence in the region, there is no pleasing everyone.”

FÉVRIER 2021

OPEN CANADA
Canada's place in the world | Le Canada dans le monde

17 février 2021

Par Jeffrey Reeves, vice-président, Recherche et stratégie, Fondation, et Deanna Horton, attachée de recherche distinguée, Fondation

[Why Canada should treat an Indo-Pacific approach to Asia with caution](#)

“ With the changing geopolitical reality resulting from the recent U.S. election, it will be in Canada's best interest to bide its time before committing to an Indo-Pacific construct that defines its strategic approach to Asia. ”

MARS 2021

NATIONAL POST

3 mars 2021

Par Dan Ciuriak, attaché de recherche distingué, Fondation

[Opinion: On trans-Pacific trade Britain could be our new Asian ally](#)

“ Without denying the potential benefits of working on trade agreements with bilateral partners in Asia, Canada stands a better chance of advancing its overall trade agenda by getting more out of the agreements it already has, starting with the CPTPP”

04

ÉTATS FINANCIERS

État des résultats

État de la situation financière

État des flux de trésorerie

ÉTAT DES RÉSULTATS

Exercice clos le 31 mars 2021, avec les informations comparatives pour 2020

	2021	2020
Produits		
Revenu tiré de placements, montant net	1 655 825 \$	2 191 994 \$
Financement public	1 298 862	1 879 461
Financement du secteur privé	164 132	511 391
Autres	38 064	16 321
	3 156 883	4 599 167
Charges d'exploitation (note 9)		
Projets	2 023 123	2 374 531
Programme Kakehashi	221 022	788 718
Projet APEC-Canada de partenariat pour l'expansion des entreprises	325 588	448 207
Bourse de recherche McArthur	9 833	642
Administration	1 002 814	849 883
Communication et information du public	510 910	557 499
Installations et amortissement	388 350	372 571
Subventions	543 118	376 893
Secrétariat	204 465	170 521
Conseil d'administration	140 443	190 338
	5 369 666	6 129 803
Insuffisance des produits par rapport aux charges avant les éléments suivants :	(2 212 783)	(1 530 636)
Gain réalisé sur les placements	2 160 825	1 543 916
Gain non réalisé (perte non réalisée) sur les placements	8 143 701	(4 774 302)
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	8 091 743 \$	(4 761 022) \$

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au 31 mars 2021, avec les informations comparatives pour 2020

	2021	2020
Actif (Actif à court terme)		
Trésorerie	1 819 029 \$	1 245 693 \$
Débiteurs	78 246	186 230
Charges payées d'avance	442 487	125 698
Placements	75 352 273	66 546 308
	77 692 035	68 103 929
Immobilisations corporelles	100 534	117 917
Dépôts	27 634	27 634
	77 820 203 \$	68 249 480 \$
Passif et actif net (Passif à court terme)		
Créditeurs et charges à payer	695 576 \$	564 495 \$
Produits reportés	2 458 972	1 370 169
	3 154 548	1 934 664
Obligation au titre des subventions à payer	268 482	-
Incitatifs à la location reportés	14 079	23 465
	3 437 109	1 958 129
Actif net		
Fonds de dotation affecté	50 000 000	50 000 000
Fonds non affecté	24 383 094	16 291 351
	74 383 094	66 291 351
Engagements et garanties		
	77 820 203 \$	68 249 480 \$

Approuvé au nom du conseil,

Director: 

Director: 

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercice clos le 31 mars 2021, avec les informations comparatives pour 2020

	2021	2020
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation:		
Activités d'exploitation		
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	8 091 743 \$	(4 761 022) \$
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement	54 433	48 023
Amortissement des incitatifs à la location reportés	(9 386)	(9 386)
(Gain non réalisé) perte non réalisée sur les placements	(8 143 701)	4 774 302
	(6 911)	51 917
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement		
Débiteurs	107 984	208 856
Charges payées d'avance	(316 789)	(55 156)
Créditeurs et charges à payer	131 081	(198 499)
Produits reportés	1 088 803	190 030
Obligation au titre des subventions à payer	268 482	-
	1 272 650	197 148
Activités d'investissement		
Achat de matériel	(37 050)	(29 629)
Acquisition de placements, déduction faite des prélèvements ou des cessions	(662 264)	(1 074 411)
	(699 314)	(1 104 040)
Augmentation (diminution) de la trésorerie	573 336	(906 892)
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	1 245 693	2 152 585
Trésorerie à la clôture de l'exercice	1 819 029 \$	1 245 693 \$



05

DONATEURS

Le financement des coûts d'exploitation et des bourses de la Fondation est assuré par un fonds de dotation établi par le gouvernement du Canada. Nous tenons aussi à exprimer notre reconnaissance aux personnes, aux sociétés, aux fondations et aux organismes gouvernementaux qui nous ont soutenus dans notre mission de servir de catalyseur et de trait d'union dans les relations entre l'Asie et le Canada. Cela est tout particulièrement vrai pour cette année, car la Fondation, comme toutes les organisations, a subi les conséquences de la COVID-19.

Voici la liste des donateurs qui ont contribué à rendre notre recherche et nos activités possibles. Nous les assurons de notre plus vive reconnaissance.



100 000 \$ ou plus

Affaires mondiales
Canada (pluriannuel)

Affaires mondiales
Canada, Mécanisme de
déploiement d'experts
pour le commerce et le
développement (pluriannuel)

Agence de la santé publique
du Canada (pluriannuel)

Agence fédérale
de développement
économique pour le Sud
de l'Ontario (pluriannuel)

Emploi et Développement
social Canada

Gouvernement de la
Colombie-Britannique
(pluriannuel)

Ministère des Affaires
étrangères du Japon

FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

De 50 000 \$ à 100 000 \$

Affaires mondiales
Canada, Canadian Trade
and Investment Facility
for Development

Gouvernement de la Corée
du Sud (en nature)

De 10 000 \$ à 50 000 \$

Air Canada

Canada-Korea Business
Association

Exportation et
développement Canada

Fiera Corporation

Investir au Canada

De 100 \$ à 10 000 \$

Ambassade de la
République de Corée

Bureau de Hong
Kong en Alberta

Consulat général
de la République de
Corée à Vancouver

Mila (Institut québécois
d'intelligence artificielle)

Supergrappe des
technologies numériques
du Canada

Toronto Global

Moins de 100 \$

Anonyme

Julie Bot

Ha Trinh



06

GOUVERNANCE

Membres du conseil d'administration

Attachés de recherche distingués

Personnel de la Fondation

Chercheurs boursiers postuniversitaires

Chercheurs boursiers

Membres de l'ABLAC 2021

Conseil jeunesse de l'Asie Pacifique

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'hon. Pierre Pettigrew, C. P., LL.D.

Président du conseil d'administration, Fondation
Asie Pacifique du Canada, et conseiller de direction,
affaires internationales, Deloitte Canada

Marie-Lucie Morin

Vice-présidente du conseil d'administration,
Fondation Asie Pacifique du Canada

Murad Al-Katib

Président et chef de la direction, AGT
Food and Ingredients Inc.

Jean Charest

Associé, McCarthy Tétrault s.r.l., ancien
premier ministre du Québec (2003-2012);
membre du Conseil privé de la Reine

Lisa de Wilde

Ancienne chef de la direction, TVO

Kevin Falcon

Vice-président directeur, Anthem Capital Corp.

Brian Gallant

Chef de la direction, Centre canadien pour la mission
de l'entreprise; conseiller principal, Navigator Ltd;
conseiller spécial sur l'innovation, la cybersécurité
et le droit, Université Ryerson; ancien député
et premier ministre, Nouveau-Brunswick

Melissa Kennedy

Vice-présidente générale, affaires publiques
et première directrice des affaires
juridiques, Financière Sun Life

John Knuble

Ancien sous-ministre, Innovation, Sciences
et Développement économique Canada

Peter Kruyt

Conseiller principal, Power Corporation du Canada

Chris Labelle

Cofondateur et chef de l'exploitation,
Mosaic Manufacturing

Paul Lee

Associé directeur, Vanedge Capital

Kevin Lynch

Vice-président, BMO Groupe financier

John Montalbano

Président et chef d'entreprise,
Tower Beach Capital Ltd.

Lois Nahirney

Président et chef de la direction, dnaPower Inc.

Sandra Pupatello

Présidente, Canadian International Avenues Ltd.

Constance Sugiyama

Présidente, ConMark Strategy Inc.

ATTACHÉS DE RECHERCHE DISTINGUÉS

D'AVRIL À DÉCEMBRE 2020

David Alan Byng

Gouverneur et conseiller spécial du
recteur, Université Royal Roads

Don Campbell

Conseiller stratégique principal, Davis s.e.n.c.r.l.

Joseph Caron

Professeur honoraire, Institut de recherches
sur l'Asie, Université de la C.-B.

Dan Ciuriak

Administrateur et directeur principal,
Ciuriak Consulting Inc.

Ken Coates (Ph. D.)

Chaire de recherche du Canada sur l'innovation
régionale, Université de la Saskatchewan

Brad Gilmour

Directeur et analyste principal,
Mouralea Consulting

Michael Goldberg (Ph. D.)

Professeur et doyen émérite, École de
commerce Sauder, Université de la C.-B.

Carin Holroyd (Ph. D.)

Professeure agrégée, Université de la Saskatchewan

Deanna Horton (Ph. D.)

Attachée de recherche supérieure, École Munk des
affaires internationales et des politiques publiques

Margaret McCuaig-Johnston

Attachée supérieure de recherche, Institut
de recherche sur la science, la société et la
politique publique, Université d'Ottawa, et
Institut sur la Chine, Université de l'Alberta

Jonathan Berkshire Miller

Attaché de recherche invité, Institut
japonais des affaires internationales

Jean Michel Montsion (Ph. D.)

Directeur associé, Centre de recherche
sur l'Asie, Université York

Stephen Robert Nagy (Ph. D.)

Professeur agrégé principal, Département de
sciences politiques et d'études internationales,
Université chrétienne internationale de Tokyo

Patricia Nelson

Attachée de recherche invitée, Centre sur les
études stratégiques et internationales et École
des sciences économiques de Stockholm

Nicholas Parker

Président du conseil d'administration,
Parker Venture Management Inc.

Ito Peng (Ph. D.)

Directrice du Centre for Global Social
Policy, Université de Toronto

Pitman B. Potter (Ph. D.)

Professeur émérite de droit, École de droit
Peter A. Allard, Université de la C.-B.

ATTACHÉS DE RECHERCHE DISTINGUÉS

DE JANVIER À MARS 2021

Daniel Savas (Ph. D.)

Professeur invité, Université Simon Fraser

Michael Small

Attaché de recherche, Centre de dialogue
Morris J. Wosk de l'Université Simon Fraser

Hugh L. Stephens

Directeur principal, Trans-Pacific Connections

Yves Tiberghien (Ph. D.)

Professeur, directeur émérite, Institut de
recherche sur l'Asie, Université de la C.-B.

James Tiessen (Ph. D.)

Professeur agrégé et directeur, École
d'administration des services de santé, École
de gestion Ted Rogers, Université Ryerson

David Welch (Ph. D.)

Professeur de sciences politiques,
Université de Waterloo

Don Campbell

Attaché de recherche distingués émérite, conseiller
stratégique principal, Davis s.e.n.c.r.l.

Atsushi Sunami, (Ph. D.)

Président de la Fondation Sasakawa pour la paix

Bart Édes

Analyste de politique et auteur

Dan Ciuriak

Administrateur et directeur principal,
Ciuriak Consulting Inc.

Danielle Goldfarb

Directrice de la recherche mondiale, Real-time
Interactive Worldwide Intelligence (RIWI)

David Alan Byng

Gouverneur et conseiller spécial du
recteur, Université Royal Roads

Deanna Horton (Ph. D.)

Attachée de recherche supérieure, École Munk des
affaires internationales et des politiques publiques

Elina Noor

Directrice, Affaires politico-sécuritaires,
Institut des politiques d'Asia Society

Hugh L. Stephens

Directeur, Trans-Pacific Connections

Jean Michel Montsion (Ph. D.)

Directeur associé, Centre de recherche
sur l'Asie, Université York

Jonathan T. Fried

Ambassadeur, retraité

Pitman B. Potter (Ph. D.)

Professeur émérite de droit, École de droit
Peter A. Allard, Université de la C.-B.

Rupa Subramanya

Chercheuse et auteure

Sharon Sun

Économiste en politique commerciale,
Canada West Foundation

Stéphanie Martel

Professeure adjointe en études
politiques, Université Queen's

Susan Gregson

Fonction publique et service extérieur
du Canada, retraitée

Van Jackson (Ph. D.)

Professeur de relations internationales,
Université Victoria de Wellington

Yves Tiberghien (Ph. D.)

Professeur, directeur émérite, Institut de
recherche sur l'Asie, codirecteur, Centre de
recherche sur le Japon, Université de la C.-B.



PERSONNEL DE LA FONDATION

VANCOUVER

Stewart Beck

Président et chef de la direction

Jeffery Reeves

Vice-président, Recherche

Jenny Benoy

Chercheuse, Commerce international

Rose Bolderston

Gestionnaire de programme, Bourses et propositions

Lauren Chang

Gestionnaire de programme, Commandites

James Curtis

Graphiste

Sreyoshi Dey

Gestionnaire de programme, Perspectives sur l'Asie

Phebe Minelle Ferrer

Adjointe de recherche, MPME

Kathryn Forbes

Spécialiste de l'information et webmestre

Scott Harrison

Gestionnaire principale de programme, Durabilité en Asie

Annie (Peiqing) Hu

Gestionnaire de la comptabilité

Dongwoo Kim

Gestionnaire de programme, Asie numérique

Justin Kwan

Gestionnaire de programme, APEC-PACEE

Karina (Ming Lai) Kwok

Spécialiste des médias sociaux et des communications

Charles Labrecque

Directeur, recherche

Stephanie Lee

Gestionnaire de programme, Réseaux et partenariats

Maya (Xiaoting) Liu

Spécialiste de projets, Recherche

Isaac (Hei Tung) Lo

Spécialiste de projet

Aloka McLean

Secrétaire du conseil d'administration, bureau du chef de la direction

Mandy Ng

Coordonnatrice d'événements

Julia (Thuy-An) Nguyen

Coordonnatrice de projet

Ly Nguyen

Chercheuse, ASPC

Grace Melanie Pacio

Gestionnaire des RH et du bureau

Michael Roberts

Directeur des communications

Daniela Rodriguez

Gestionnaire de projet, Santé générale

Candice Ruck

Chercheuse principale

Pauline Stern

Gestionnaire de programme, Commerce avec l'Asie

Christine Stoddard

Partenaire de direction, Affaires

Streisanne Suter

Chercheuse, Commerce international

Yuko Uchida

Adjointe de direction du v.-p. de la recherche

Erin Williams

Gestionnaire de programme, Compétences et savoir-faire

Mary (Hua) Zhong

Aide-comptable

TORONTO

Christine Nakamura

Vice-présidente, Bureau de Toronto

Mari Abe

Adjointe de direction

Jordan Dupuis

Gestionnaire de programme, Bureau de Toronto

Sian Jones

Agente de programme, Projet Kakehashi, Bureau de Toronto

Andrew Lee

Gestionnaire de programme, D et I, SCFE

Nadine Oliver

Spécialiste de projet

Nathan Stewart

Chercheur en SIG

Nathan (Nate) Wessel

Chercheur en SIG

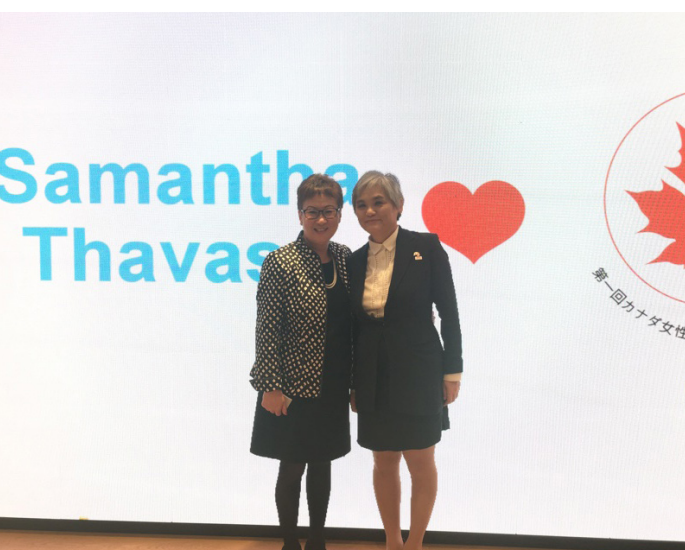
CHERCHEURS BOURSIERS

CHERCHEURS BOURSIERS POSTUNIVERSITAIRES

Olivia Adams
Isaac Lo
Daniela Rodriguez
Hugo Roy

BOURSIERS APPRENTIS CHERCHEURS

Charlotte Atkins
Sofia Cuyegkeng
Quinton Huang
Jamie Cin Yee Leung
Tracy Ly
Julia Nguyen
Daniela Rodriguez
Hugo Roy
Alex Tabascio
Rachelle Taheri



MEMBRES DE L'ABLAC 2021

CANADA

Goldy Hyder

Vice-président de l'ABLAC 2021; président et chef de la direction, Conseil canadien des affaires

Dominic Barton

Président honoraire de l'ABLAC; ambassadeur du Canada en Chine

Murad Al-Katib

Président et chef de la direction, AGT Food and Ingredients Inc.

Stewart Beck

Président et chef de la direction, Fondation Asie Pacifique du Canada

Dean Connor

Président et chef de la direction, Financière Sun Life

Neil Cunningham

Président et chef de la direction, Investissements PSP

Janet De Silva

Présidente et chef de la direction, Toronto Region Board of Trade

Janice Fukakusa

Chancelière, Université Ryerson

Gordon Fyfe

Chef de la direction générale et dirigea

Tim Gitzel

Président et chef de la direction, Cameco Corp.

Kathy Kinloch

Présidente et chef de la direction, British Columbia Institute of Technology (BCIT)

Mairead Lavery

Présidente et chef de direction, Exportation et développement Canada

Don Lindsay

Président du conseil et chef de la direction, Teck Resources Ltd.

Mark Machin

Ancien président et chef de la direction, Investissements PSP

Sue Paish

Chef de la direction générale, Supergrappe des technologies numériques

Susannah Pierce

Directrice générale et présidente pour le Canada, Shell Canada

Michael Rolland

Président et chef des opérations, Asia-Pacifique, OMERS

Calin Rovinescu

Ancien président et chef de la direction, Air Canada

Ian Smith

Chef de la direction, Clearwater Fine Food Inc.

Mark Wiseman

Gestionnaire des investissements mondiaux

MEMBRES DE L'ABLAC 2021

ASIE

Songye Yoon (Ph. D.)

Présidente de l'ABLAC 2021; présidente, NCSOFT, et chef de la direction, NCsoft, division Occident (Corée)

Hafimi Abdul Haadii

Directrice générale, LVK Group (Brunéi Darussalam)

Muhamad Chatib Basri

Cofondateur et associé principal, Institut de recherche CRECO (Indonésie)

Hari Bhartia

Fondateur et coprésident du conseil d'administration, Jubilant Bhartia Group (Inde)

John Cheh

Ancien vice-président du conseil et chef de la direction, Esquel Group (Hong Kong)

Tae Young (Ted) Chung

Vice-président et chef de la direction de Hyundai Card, capital et commercial. Président du conseil d'administration de Hyundai Life (Corée)

Tim Dattels

Associé codirecteur, associé principal et codirecteur des affaires asiatiques, TPG Capital (Hong Kong)

Joseph Fung

Associé directeur, Saltagen Ventures (Hong Kong)

N Ganapathy Subramaniam

Chef de l'exploitation et directeur général, Tata Consultancy Services (Inde)

Doris Ho

Présidente et chef de la direction, Magsaysay Group of Companies (Philippines)

Lan Kang

Directrice générale, CBC Group (Chine)

Michael ByungJu Kim

Fondateur et partenaire, MBK Partners (Corée du Sud)

Kenny Lam

Chef de la direction, Two Sigma, région de l'Asie Pacifique (Chine)

Winston Leong

Fontana Enterprises Ltd. (Hong Kong)

Shan Li

Président du conseil d'administration et chef de la direction, Silk Road Financing Corporation (Chine)

Veronica Lukito

Chef de la direction et associée directrice, Ancora Capital Management (Indonésie)

Anand Mahindra

Président du conseil et directeur général, Mahindra Group (Inde)

Cong Phan (Ph. D.)

Président du conseil d'administration, UniBrands (Vietnam)

Shunichi Shibanuma

Fonctionnaire supérieur de la direction, SIGMAXYZ (Japon)

Tan Chin Hwee

Chef de la direction générale, Asie-Pacifique, Trafigura (Singapour)

Yukako Uchinaga

Présidente du conseil, Japan Women's Innovative Network, présidente et chef de la direction, Institut de recherche sur la mondialisation

Diane Wang

Fondatrice et chef de la direction, Dhgate.com (Chine)



CONSEIL JEUNESSE DE L'ASIE PACIFIQUE



Tae Young Bae



Zia Chapman



Junna Ishiwatari



Catherine Jiang
*Directrice adjointe des
carrières mondiales*



Matthew Shen



Chandima Silva
*Codirecteur des programmes
artistiques et culturels*



Benedict Tang
*Directeur des communications
et du marketing numériques*

VANCOUVER



Feaven Abidta



Kana Bak



Quinn Fotheringham



Faith Jayakaran



Sihwa Kim



Jennifer Lau



Mia Nguyen



Zachary Parsons



Rachel Poon



Megan Tran

TORONTO

07

ANNEXES FINANCIÈRES

Rapport des auditeurs indépendants

États financiers consolidés

Énoncé des politiques et des procédures de placement

RAPPORT DES AUDITEURS INDEPÉNDANTS



KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.
B.P. 10426 777, rue Dunsmuir
Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1K3
Canada
Téléphone 604-691-3000
Télécopieur 604-691-3031

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Au conseil d'administration de la Fondation Asie Pacifique du Canada

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Fondation Asie Pacifique du Canada (« la Fondation »), qui comprennent :

- l'état de la situation financière au 31 mars 2021;
- l'état des résultats pour l'exercice clos à cette date;
- l'état de l'évolution de l'actif net pour l'exercice clos à cette date;
- l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
- ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables;

(ci-après, les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Fondation au 31 mars 2021, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « **Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers** » de notre rapport des auditeurs.

Nous sommes indépendants de la Fondation conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Fondation ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Fondation.

Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Fondation;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité de l'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport des auditeurs sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport des auditeurs. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Fondation à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



Comptables professionnels agréés

Vancouver, Canada
Le 19 juillet 2021

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA


État de la situation financière

Au 31 mars 2021, avec les informations comparatives pour 2020

	2021	2020
Actif		
Actif à court terme		
Trésorerie	1 819 029 \$	1 245 693 \$
Débiteurs	78 246	186 230
Charges payées d'avance	442 487	125 698
Placements [note 3 a)]	75 352 273	66 546 308
	<u>77 692 035</u>	<u>68 103 929</u>
Immobilisations corporelles (note 4)	100 534	117 917
Dépôts	27 634	27 634
	<u>77 820 203 \$</u>	<u>68 249 480 \$</u>
Passif et actif net		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	695 576 \$	564 495 \$
Produits reportés (note 5)	2 458 972	1 370 169
	<u>3 154 548</u>	<u>1 934 664</u>
Obligation au titre des subventions à payer (note 7)	268 482	-
Incitatifs à la location reportés	14 079	23 465
	<u>3 437 109</u>	<u>1 958 129</u>
Actif net		
Fonds de dotation affecté [(notes 1 et 7 c)]	50 000 000	50 000 000
Fonds non affecté	24 383 094	16 291 351
	<u>74 383 094</u>	<u>66 291 351</u>
Engagements et garanties (note 7)		
	<u>77 820 203 \$</u>	<u>68 249 480 \$</u>

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

Approuvé au nom du conseil,

 , administrateur

 , administrateur

FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

État des résultats

Exercice clos le 31 mars 2021, avec les informations comparatives pour 2020

	2021	2020
Produits		
Revenu tiré de placements, montant net [note 3 b)]	1 655 825 \$	2 191 994 \$
Financement public	1 298 862	1 879 461
Financement du secteur privé	164 132	511 391
Autres	38 064	16 321
	<u>3 156 883</u>	<u>4 599 167</u>
Charges d'exploitation (note 9)		
Projets	2 023 123	2 374 531
Programme Kakehashi	221 022	788 718
Projet APEC-Canada de partenariat pour l'expansion des entreprises	325 588	448 207
Bourse de recherche McArthur	9 833	642
Administration	1 002 814	849 883
Communication et information du public	510 910	557 499
Installations et amortissement	388 350	372 571
Subventions	543 118	376 893
Secrétariat	204 465	170 521
Conseil d'administration	140 443	190 338
	<u>5 369 666</u>	<u>6 129 803</u>
Insuffisance des produits par rapport aux charges avant les éléments suivants :	(2 212 783)	(1 530 636)
Gain réalisé sur les placements	2 160 825	1 543 916
Gain non réalisé (perte non réalisée) sur les placements	8 143 701	(4 774 302)
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	<u>8 091 743 \$</u>	<u>(4 761 022) \$</u>

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

État de l'évolution de l'actif net

Exercice clos le 31 mars 2021, avec les informations comparatives pour 2020

	Fonds de dotation affecté	Fonds non affectés	Total
Solde au 31 mars 2019	50 000 000 \$	21 052 373 \$	71 052 373 \$
Insuffisance des produits par rapport aux charges	–	(4 761 022)	(4 761 022)
Solde au 31 mars 2020	50 000 000	16 291 351	66 291 351
Excédent des produits par rapport aux charges	–	8 091 743	8 091 743
Solde au 31 mars 2021	<u>50 000 000 \$</u>	<u>24 383 094 \$</u>	<u>74 383 094 \$</u>

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

État des flux de trésorerie

Exercice clos le 31 mars 2021, avec les informations comparatives pour 2020

	2021	2020
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Activités d'exploitation		
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	8 091 743 \$	(4 761 022) \$
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement	54 433	48 023
Amortissement des incitatifs à la location reportés	(9 386)	(9 386)
(Gain non réalisé) perte non réalisée sur les placements	(8 143 701)	4 774 302
	(6 911)	51 917
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement		
Débiteurs	107 984	208 856
Charges payées d'avance	(316 789)	(55 156)
Créditeurs et charges à payer	131 081	(198 499)
Produits reportés	1 088 803	190 030
Obligation au titre des subventions à payer	268 482	–
	1 272 650	197 148
Activités d'investissement		
Achat de matériel	(37 050)	(29 629)
Acquisition de placements, déduction faite des prélèvements ou des cessions	(662 264)	(1 074 411)
	(699 314)	(1 104 040)
Augmentation (diminution) de la trésorerie	573 336	(906 892)
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	1 245 693	2 152 585
Trésorerie à la clôture de l'exercice	1 819 029 \$	1 245 693 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice clos le 31 mars 2021

1. Nature des activités

La Fondation Asie Pacifique du Canada (la « Fondation ») est un organisme sans but lucratif consacré aux relations du Canada avec l'Asie et elle a été créée en 1984 par une loi du Parlement. Sa mission consiste à servir de catalyseur et de trait d'union dans les relations entre l'Asie et le Canada. La Fondation a pour rôle de renforcer les liens entre le Canada et l'Asie, son action étant orientée sur huit champs d'activité particuliers, à savoir le commerce et l'investissement, les enquêtes et les sondages, la sécurité régionale, le numérique, les réseaux nationaux, le développement durable, le développement des compétences des Canadiens, notamment les jeunes, en ce qui a trait à l'Asie et l'amélioration de la compréhension globale des Canadiens de l'Asie et de son influence mondiale grandissante. Son financement annuel provient du revenu tiré d'un fonds de dotation de 50 millions de dollars créé par le gouvernement fédéral en novembre 2005 et d'autres sources. Le montant en capital du fonds de dotation de 50 millions de dollars sera maintenu en permanence.

La Fondation est enregistrée auprès de l'Agence du revenu du Canada à titre d'organisme de bienfaisance et elle est exonérée de l'impôt sur les bénéfices.

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré que l'écllosion de COVID-19 était devenue une pandémie. Les gouvernements du monde entier, y compris les gouvernements fédéral et provinciaux du Canada, ont ainsi adopté des mesures d'urgence pour lutter contre la propagation du virus. En ce qui a trait à l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les activités, la Fondation n'a pas subi de réduction de ses principales sources de financement et la baisse de valeur des placements au 31 mars 2020 a été entièrement recouvrée. Toutefois, la pandémie actuelle crée de l'incertitude quant au financement futur et à la valeur des placements. La Fondation continue de suivre de près l'incidence sur ses états financiers et ses activités poursuivies.

2. Principales méthodes comptables

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, aux termes de la Partie III du Manuel de CPA Canada – Comptabilité, et reflètent les principales méthodes comptables suivantes.

a) Comptabilisation des produits

- i) La Fondation applique la méthode du report pour la comptabilisation du financement public, du financement du secteur privé et des commandites. Les apports non affectés sont comptabilisés à titre de produits dans la période au cours de laquelle ils sont reçus. Les apports affectés sont comptabilisés lorsqu'ils sont dépensés pour la fin à laquelle ils ont été affectés.

Les fonds sont comptabilisés lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son recouvrement est raisonnablement assuré et au cours du même exercice où les charges connexes sont comptabilisées.

Les dotations sont comptabilisées à titre d'augmentations directes de l'actif net.

FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercice clos le 31 mars 2021

2. Principales méthodes comptables (suite)

a) Comptabilisation des produits (suite)

- ii) Le revenu tiré de placements est comptabilisé selon la méthode de la comptabilité d'exercice et il est comptabilisé lorsqu'il est gagné, sauf en ce qui concerne le revenu tiré de placements propres au fonds qui pourvoit la bourse de recherche McArthur (notes 3 et 5), lequel est affecté et reporté à titre de composant du fonds jusqu'à ce qu'il soit employé.

b) Instruments financiers

Les instruments financiers sont comptabilisés à leur juste valeur au moment de la comptabilisation initiale. Les instruments dérivés autonomes qui ne sont pas désignés comme éléments constitutifs d'une relation de couverture admissible et les instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif sont ultérieurement évalués à la juste valeur. Tous les autres instruments financiers sont comptabilisés ultérieurement au coût ou au coût après amortissement, sauf si la direction a choisi de comptabiliser les instruments à la juste valeur. La Fondation a décidé de comptabiliser ses placements à la juste valeur, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans l'état des résultats.

Les coûts de transaction engagés dans le cadre de l'acquisition d'instruments financiers évalués ultérieurement à la juste valeur sont imputés aux résultats à mesure qu'ils sont engagés.

Les actifs financiers comptabilisés au coût ou au coût après amortissement font l'objet d'un test de dépréciation tous les ans à la clôture de l'exercice s'il existe des indications de dépréciation. S'il existe une indication de dépréciation, la Fondation détermine s'il y a eu un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs au titre de l'actif financier. S'il y a eu un changement défavorable important dans les flux de trésorerie attendus, la Fondation ramène la valeur comptable de l'actif financier au plus élevé des montants suivants : la valeur actualisée des flux de trésorerie attendus, le prix qu'elle pourrait obtenir de la vente de l'actif financier ou la valeur de réalisation que la Fondation s'attend à obtenir de tout bien affecté en garantie du remboursement de l'actif financier. Si des faits et circonstances s'inversent au cours d'une période ultérieure, une moins-value doit faire l'objet d'une reprise dans la mesure de l'amélioration, la valeur comptable ne devant pas être supérieure à la valeur comptable initiale.

FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercice clos le 31 mars 2021

2. Principales méthodes comptables (suite)

c) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées initialement au coût. Les frais de réparation et d'entretien sont imputés aux résultats. L'amortissement est effectué selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction de la durée de vie utile estimative de l'immobilisation selon les barèmes suivants.

Matériel informatique	3 ans
Mobilier et matériel de bureau	De 4 à 6 ans
Améliorations locatives	Sur la durée de vie utile ou la durée du contrat de location, selon la moins longue des deux

Lorsqu'une immobilisation ne contribue plus aux activités de prestation de services de la Fondation, sa valeur comptable est ramenée à sa juste valeur ou à sa valeur de remplacement.

d) Incitatifs à la location reportés

Les incitatifs à la location reportés se composent des fonds d'incitatifs à la location reçus des propriétaires. Ces incitatifs sont amortis sur la durée du bail, à titre de diminution des charges locatives.

e) Subventions

En vertu des exigences liées au fonds de dotation affecté, la Fondation s'engage à fournir du financement lié à divers projets de recherche en matière de diffusion d'information dans la région de l'Asie-Pacifique. Ces engagements sont inscrits en tant que passif au début de la période d'octroi des subventions. Toute insuffisance au titre des subventions réelles effectuées à partir de 25 % de l'obligation relative au financement des subventions annuelles (note 7) est inscrite à titre de produits à recevoir pour l'exercice au cours duquel l'obligation se rapporte.

f) Ventilation des charges

La Fondation engage certains frais généraux qui sont communs à l'administration de la Fondation ainsi qu'à chacun de ses programmes. La Fondation ventile ses frais généraux en déterminant la meilleure méthode pour répartir chacune des composantes des frais et elle applique ensuite cette méthode systématiquement d'un exercice à l'autre (se reporter à la note 9).

Les frais généraux se rapportent aux ressources humaines, aux technologies de l'information, aux finances et à l'administration. Les frais sont affectés aux ressources humaines et aux technologies de l'information en fonction du temps accordé aux programmes. Les frais sont affectés aux finances et à l'administration en fonction de l'utilisation et des coûts réels.

FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercice clos le 31 mars 2021

2. Principales méthodes comptables (suite)

g) Avantages sociaux futurs

La Fondation offre un régime à cotisations définies en vertu duquel elle verse des cotisations égales à celles du participant dans le REER collectif, jusqu'à concurrence de 5 % du salaire brut. Les cotisations au régime sont passées en charges à mesure qu'elles sont engagées. Au cours de l'exercice 2021, la Fondation a engagé des charges liées aux cotisations se chiffrant à 95 367 \$ (94 195 \$ en 2020).

h) Apports sous forme de services et de biens

La Fondation peut recevoir des apports sous forme de services, y compris des services fournis par les membres de l'équipe de gouvernance, les commanditaires ou les bénévoles chaque année. En raison de la difficulté que pose la détermination de la juste valeur des apports sous forme de services, ceux-ci ne sont pas comptabilisés dans les états financiers.

Les apports sous forme de biens sont comptabilisés à la juste valeur à la date de l'apport lorsque la juste valeur peut être déterminée et que les biens offerts auraient de toute façon été achetés.

i) Conversion de devises

Les éléments monétaires libellés en devises sont ajustés à la date de l'état de la situation financière pour refléter le cours de change en vigueur à cette date. Les éléments non monétaires sont convertis selon le cours de change qui était en vigueur au moment où les actifs ont été acquis ou les obligations, engagées. Les produits et les charges sont convertis selon le cours de change moyen du mois au cours duquel ils sont engagés. Les profits et pertes de change sont pris en compte lors de la détermination de l'excédent ou de l'insuffisance des produits par rapport aux charges pour la période.

j) Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs et sur les informations fournies au sujet des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice. Les éléments qui doivent faire l'objet d'estimations de la part de la direction comprennent la juste valeur des placements ainsi que les provisions pour éventualités. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercice clos le 31 mars 2021

3. Placements et revenu tiré de placements, montant net

a) Placements

Les placements aux 31 mars se composent des portefeuilles suivants.

	2021	2020
Portefeuille du fonds de dotation <i>i)</i>	74 182 198 \$	65 716 739 \$
Portefeuille de la bourse de recherche McArthur <i>ii)</i>	1 170 075	829 569
	75 352 273 \$	66 546 308 \$

i) Le portefeuille du fonds de dotation comporte les placements à la juste valeur suivants.

	2021	2020
Fonds Phillips, Hager & North		
Fonds fiduciaire de retraite d'hypothèques	3 511 198 \$	3 338 338 \$
Fonds d'hypothèques et d'obligations à court terme	1 448 463	1 394 492
Fonds du marché monétaire canadien	1 632 272	5 084 041
Fonds d'actions mondiales à faible volatilité		
QUBE RBC	9 564 530	10 147 764
	16 156 463	19 964 635
Fonds de la Corporation Fiera Capital		
Placements à court terme	5 491	188 141
Fonds d'actions canadiennes	20 256 585	16 086 730
Fonds d'actions internationales	16 767 902	15 060 770
	37 029 978	31 335 641
Romspen Investment Corporation		
Fonds de placements hypothécaires	7 219 754	7 007 418
Fonds d'Axium Infrastructure	7 145 167	7 349 914
Fondation de Vancouver		
Fonds de la Fondation Asie Pacifique du Canada	11 903	10 011
CBRE GIP Global Alpha Fund		
CBRE GIP Global Alpha Fund – Parts croissantes	3 310 794	–
CBRE GIP Global Alpha Fund – Parts de distribution	3 281 491	–
	6 592 285	–
VPC	26 648	49 120
	74 182 198 \$	65 716 739 \$

FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercice clos le 31 mars 2021

3. Placements et revenu tiré de placements, montant net (suite)

a) Placements (suite)

- ii) Le portefeuille de la bourse de recherche McArthur comprend les placements du fonds associé au programme de la bourse de recherche McArthur (note 5). Il comporte les placements à la juste valeur suivants.

	2021	2020
Fiera Capital Corporation – Fonds équilibré de DFF	1 170 075 \$	829 569 \$

b) Revenu net tiré de placements

Le revenu tiré de placements se compose des éléments suivants.

	2021	2020
Revenu et distributions de fonds propres	818 858 \$	896 416 \$
Dividende	635 116	817 389
Intérêts	637 803	913 684
	2 091 777	2 627 489
Moins : les honoraires de gestion des placements et les honoraires du dépositaire	(435 952)	(435 495)
	1 655 825 \$	2 191 994 \$

Le revenu reçu, déduction faite des frais engagés relativement au portefeuille de placements de la bourse de recherche McArthur, est reporté et est comptabilisé dans le fonds associé au programme de la bourse de recherche McArthur (note 5).

4. Immobilisations corporelles

	2021		2020	
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Matériel informatique	133 199 \$	95 691 \$	37 508 \$	14 374 \$
Mobilier et matériel de bureau	259 462	219 413	40 049	69 256
Améliorations locatives	114 601	91 624	22 977	34 287
	507 262 \$	406 728 \$	100 534 \$	117 917 \$

FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercice clos le 31 mars 2021

5. Produits reportés

	Bourse de recherche McArthur	Programme Kakehashi	Autres programmes	Total
Solde à l'ouverture de l'exercice	903 642 \$	167 292 \$	299 235 \$	1 370 169 \$
Fonds reçus	128 750	725 725	1 516 323	2 370 798
Fonds à recevoir	–	–	43 132	43 132
Revenu tiré de placements gagné	27 771	–	–	27 771
Variation de la juste valeur des placements	162 422	–	–	162 422
Produits constatés	(9 833)	(226 669)	(1 278 818)	(1 515 320)
Solde à la clôture de l'exercice	1 212 752 \$	666 348 \$	579 872 \$	2 458 972 \$

Au 31 mars 2021, une tranche de 1 170 075 \$ (829 569 \$ en 2020) [note 3 a) ii)] des fonds reportés du programme de la bourse de recherche McArthur était détenue dans des placements et la tranche résiduelle de 42 677 \$ (74 073 \$ en 2020) était détenue sous forme de trésorerie.

Au 31 mars 2021, les fonds du programme Kakehashi, lesquels étaient non déboursés et reportés, se chiffraient à 666 348 \$ (167 292 \$ en 2020). Le ministère des Affaires étrangères du Japon a accepté de permettre à la Fondation d'utiliser les fonds au cours de l'exercice 2022.

Au cours de 2021, la Fondation a facturé des frais administratifs de 5 647 \$ (12 847 \$ en 2020) au programme Kakehashi, suivant les dispositions prévues par l'entente relative au programme. Ces montants sont inclus dans les produits présentés à l'état des résultats.

6. Apports sous forme de biens

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, la Fondation a reçu les apports sous forme de biens suivants de la part de commanditaires. Ces apports figurent dans l'état des résultats.

	2021	2020
Billets d'avion	– \$	6 729 \$
Salles et services de traiteur pour des événements	–	48 683
	– \$	55 412 \$

FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercice clos le 31 mars 2021

7. Engagements et garanties

- a) La Fondation est partie à des contrats de location-exploitation liés à ses bureaux de Vancouver et de Toronto qui viennent à échéance en mai 2022 et en janvier 2027. Les paiements minimaux futurs se présentent comme suit.

2022	193 858 \$
2023	164 945
2024	158 253
2025	158 253
2026	158 253
Par la suite	131 878
	<u>965 440 \$</u>

- b) La Fondation garantit actuellement des cartes de crédit servant à payer les frais de déplacement de ses salariés pour un montant maximal de 150 000 \$ (150 000 \$ en 2020).

- c) En vertu de l'entente liée au fonds de dotation, la Fondation s'est engagée :

- i) à utiliser au cours de tout exercice une tranche minimale de 25 % du revenu tiré du fonds de dotation déclaré dans l'état des résultats du deuxième exercice antérieur pour financer son programme de subventions. Le revenu du Fonds comprend les intérêts sur les placements, les dividendes et les autres revenus semblables, moins les frais de gestion facturés. Les gains ou les pertes réalisés sur les cessions ou les rachats de placements ainsi que les distributions de gains en capital sont exclus du calcul du revenu du fonds qui sera utilisé pour déterminer les subventions.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2021, l'obligation relative au financement des subventions s'élevait à 605 046 \$ (413 243 \$ en 2020). Ce montant, déduction faite des excédents du financement des subventions de l'exercice précédent de 69 662 \$ (excédents de 122 903 \$ en 2020), a donné lieu à une obligation nette de 535 384 \$ (290 340 \$ en 2020). Le total des subventions accordées pour l'exercice s'est chiffré à 266 902 \$ (360 000 \$ en 2020) et un montant de 268 482 \$ a été inscrit comme produits à recevoir au titre de l'obligation résiduelle à la clôture de l'exercice (néant en 2020).

- ii) à conserver le capital du fonds de dotation de 50 millions de dollars à long terme.

8. Risques financiers

- a) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la Fondation subisse une perte financière si ses contreparties débitrices à l'égard d'un instrument financier omettaient de respecter ou d'honorer leurs obligations envers la Fondation. Au 31 mars 2021, la Fondation est exposée au risque de crédit par l'intermédiaire de la trésorerie, des débiteurs, des placements et des dépôts.

FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercice clos le 31 mars 2021

8. Risques financiers (suite)

- a) Risque de crédit (suite)

La Fondation gère le risque de crédit en traitant avec des banques et des gestionnaires de placement de bonne réputation en ce qui concerne l'investissement dans des instruments, conformément à sa politique d'investissement. L'exposition au risque de crédit découlant des débiteurs est atténuée, car les sommes sont dues par différents débiteurs de bonne réputation. Il n'y a eu aucun changement important dans son exposition à ce risque depuis 2020.

- b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Fondation ne soit pas en mesure de s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles arrivent à échéance. Pour gérer le risque de liquidité, la Fondation s'assure, dans la mesure du possible, qu'elle disposera toujours de suffisamment de fonds pour remplir ses obligations à mesure qu'elles arrivent à échéance. La direction effectue régulièrement des prévisions à l'égard des flux de trésorerie afin d'assurer que la Fondation dispose de suffisamment de fonds sur demande pour couvrir les charges opérationnelles prévues et pour s'acquitter de ses obligations en ce qui a trait aux subventions qu'elle s'est engagée à accorder, et ce, pour une année. Il n'y a eu aucun changement important dans son exposition à ce risque depuis 2020.

- c) Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue en raison de variations des cours de marché. Le risque de marché regroupe le risque de change, le risque de taux d'intérêt et d'autres risques de prix. L'objectif de la gestion du risque de marché est de gérer et de contrôler l'exposition au risque de marché à l'intérieur de paramètres acceptables tout en optimisant le rendement. Ce risque est géré grâce à des placements dans des portefeuilles diversifiés, conformément à la politique d'investissement de la Fondation approuvée par le conseil d'administration, et à la surveillance de la capitalisation boursière et de la liquidité de chaque titre.

- i) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des taux d'intérêt. Les placements de la Fondation qui sont sous forme d'obligations, de fonds d'hypothèques et de fonds de marchés monétaires sont exposés au risque de taux d'intérêt.

- ii) Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des cours de change. La Fondation effectue des transactions en devises dans le cadre de son mandat. Les fluctuations des cours de change présentent le risque que l'excédent des produits par rapport aux charges et les flux de trésorerie soit touché de façon défavorable.

La Fondation ne conclut pas de contrats de change pour gérer l'incidence du risque de change.

FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercice clos le 31 mars 2021

8. Risques financiers (suite)

c) Risque de marché (suite)

iii) Autres risques de prix

L'exposition de la Fondation aux autres risques de prix est essentiellement attribuable aux fluctuations des cours de marché des placements cotés. L'exposition aux variations des cours est gérée en surveillant l'évolution de la conjoncture, laquelle pourrait avoir une incidence sur les cours de marché ou sur les facteurs qui influent sur la valeur de ces placements.

Il n'y a eu aucune variation importante des différents risques de marché présentés précédemment autre que celle liée à l'incidence potentielle de la pandémie de COVID-19 qui sévit et dont il est question à la note 1.

9. Ventilation des charges

Les charges liées aux ressources humaines, aux technologies de l'information, aux finances et à l'administration ont été affectées à différents programmes de la manière suivante.

	2021	2020
Projets	1 655 116 \$	1 403 798 \$
Programme Kakehashi	88 928	123 455
Projet APEC-Canada de partenariat pour l'expansion des entreprises	225 488	252 005
Bourse de recherche McArthur	600	624
Communication et information du public	394 676	433 446
Programme de subventions	6 896	8 772
Secrétariat	101 295	54 762
Conseil d'administration	90 995	99 902
	2 563 994 \$	2 376 764 \$

ÉNONCÉ DES POLITIQUES ET DES PROCÉDURES DE PLACEMENT

Approuvé le : 25 juillet 2019

Table des matières

Section I –	Introduction	1
Section II –	Vue d’ensemble du Fonds	2
Section III –	Gouvernance et administration	3
Section IV –	Rôles et responsabilités	5
Section V –	Classes d’actifs admissibles à des fins de placement	7
Section VI –	Objectifs des placements et facteurs de risque	10
Section VII –	Lignes directrices en matière de répartition d’actifs	12
Section VIII –	Diversification du portefeuille et restrictions	14
Section IX –	Prêts et emprunts	18
Section X –	Évaluation des placements	19
Section XI –	Conflits d’intérêts	20
Section XII –	Droits de vote	21
Section XIII –	Surveillance	22
Section XIV –	Examen des politiques	24
Section XV –	Facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance	25

Section I – Introduction

- 1.1 Le présent document constitue l’énoncé des politiques et des procédures de placement (la « Politique ») applicable aux actifs détenus en vertu du Fonds (le « Fonds ») de la Fondation Asie Pacifique du Canada (la « Fondation »).
- 1.2 Cette Politique vise à énoncer les principes, les lignes directrices et les procédures de surveillance relativement aux placements, en fonction des besoins et des objectifs du Fonds.
- 1.3 Tous les Gestionnaires, agents et conseillers qui fournissent des services dans le cadre du placement des actifs du Fonds doivent accepter et respecter cette Politique.
- 1.4 Cette Politique pourrait être modifiée en tout temps par le Comité.

Section II – Vue d'ensemble du Fonds

- 2.1 Le Fonds a été mis sur pied grâce à une subvention accordée par le gouvernement du Canada. Il vise notamment à fournir une source de financement stable afin d'assurer le bon fonctionnement de la Fondation Asie Pacifique du Canada.

Section III – Gouvernance et administration

- 3.1 Le financement du Fonds est assuré par une subvention conditionnelle de 50 millions \$ accordée par le gouvernement du Canada le 22 décembre 2005. La Fondation fera appel à cette subvention conditionnelle uniquement dans le but de financer le Fonds. Aucun changement important ne sera apporté aux objectifs, à l'utilisation, ni à la Politique du Fonds sans l'approbation écrite préalable du ministre des Affaires étrangères.
- 3.2 Il incombe au conseil d'administration de la Fondation Asie Pacifique (le « Conseil ») de veiller à ce que le Fonds soit investi et géré conformément au principe de prudence.
- 3.3 Le Conseil est l'administrateur du Fonds et est responsable de tous les aspects du fonctionnement du Fonds.
- 3.4 Pour l'aider à s'acquitter de ses obligations, le Conseil a établi une structure de gouvernance et a délégué au Comité des placements (le « Comité ») la responsabilité de procéder aux activités de placement du Fonds. Le Comité sera composé d'au moins trois administrateurs qui ne sont ni des représentants ni des employés de la Fondation. Les membres du Comité doivent posséder des connaissances financières et, ensemble, avoir une vaste connaissance ou une vaste expérience en matière de placements. Les membres du Comité seront nommés par le Conseil.
- 3.5 Les activités de supervision du Fonds sont gérées par le Comité. Celles-ci comprennent l'élaboration de politiques, la nomination et le licenciement des gestionnaires des fonds et d'autres fournisseurs de services externes et la surveillance des résultats des placements.
- 3.6 Pour s'acquitter de ses responsabilités, le Comité peut déléguer certaines de ses tâches aux employés de la Fondation ou faire appel à ceux-ci, s'il y a lieu. Le Comité demeurera pleinement responsable des tâches déléguées aux membres du personnel et surveillera les activités entreprises par ceux-ci. Le Comité peut déléguer certaines de ses activités, s'il y a lieu, mais demeurera pleinement responsable de celles-ci. Toute référence au Comité dans la Politique sera réputée faire référence au délégué approprié.
- 3.7 Le Comité pourrait faire appel à des experts indépendants pour certains aspects du fonctionnement du Fonds, lorsque des connaissances spécialisées sont requises ou lorsqu'il y a conflit d'intérêts, perçu ou réel.

- 3.8 Les membres du Comité et les employés de la Fondation ne pourront pas choisir des titres au nom du Fonds, mais pourront choisir des fonds communs, des certificats de placement garanti (CPG) et des dépôts à court terme auprès de banques ou de sociétés de fiducie.
- 3.9 Le Comité fera appel aux services d'un ou de plusieurs gestionnaires professionnels de placements indépendants (le « Gestionnaire » ou les « Gestionnaires ») pour investir les actifs du Fonds.
- 3.10 Le Comité attribuera les actifs du Fonds aux Gestionnaires dans des proportions respectant les lignes directrices de la présente Politique en matière de répartition d'actifs.
- 3.11 Lorsque le Comité souhaite investir dans un fonds commun, il doit veiller à ce que la politique de placements du fonds commun et toute modification subséquente respectent la présente Politique.
- 3.12 Tout dépositaire des actifs du Fonds doit être une société de fiducie enregistrée au Canada ou une compagnie d'assurances autorisée à vendre des polices d'assurance vie au Canada. Tous les placements et actifs du Fonds seront détenus par un dépositaire et investis sous un nom qui indique clairement que le placement est détenu en fiducie pour le Fonds et, lorsque le placement peut être enregistré, enregistré sous ce nom.

Section IV – Rôles et responsabilités

Conseil d'administration

- 4.1 Le Conseil d'administration doit :
- approuver la Politique;
 - approuver la nomination des membres du Comité;
 - approuver tout état financier public qui traite de la valeur du Fonds;
 - veiller à établir des accords de placements externes appropriés pour le Fonds;
 - approuver la politique de combinaison d'actifs;
 - veiller à réviser la Politique au moins une fois par année.

Comité

- 4.2 Le Comité doit :
- recommander un Énoncé de politique de placement écrit au Conseil d'administration;
 - approuver la nomination de conseillers externes indépendants qui fourniront des conseils en matière de placements (le « Conseiller en placements » ou les « Conseillers en placements »);
 - approuver la structure de gestion et la réviser au moins une fois par année;
 - approuver la nomination et le licenciement des Gestionnaires;
 - approuver la nomination et le licenciement du dépositaire;
 - surveiller les activités et le rendement du Fonds;

- prendre toute décision qui pourrait être requise pour respecter les modalités de la présente Politique.

Gestionnaires

4.3 Les Gestionnaires doivent :

- investir les actifs qui leur sont attribués conformément à la Politique;
- se conformer aux modalités d'un Accord des gestionnaires de fonds (l'« Accord »);
- faire parvenir, chaque trimestre, un rapport écrit aux membres du Comité portant sur le rendement du Fonds, les avoirs investis et les transactions au cours du trimestre, la stratégie prévue pour le trimestre suivant, l'écart observé par rapport à la stratégie prévue du trimestre précédent et la conformité à la Politique;
- fournir aux membres du Comité, au moment de leur nomination et chaque fois qu'un changement important a lieu par la suite, les politiques et les procédures relatives aux normes professionnelles, aux conflits d'intérêts, aux mesures de contrôle internes et aux politiques commerciales;
- conseiller régulièrement le Comité relativement à tout changement devant être apporté à l'organisation, à l'effectif ou au processus de placement;
- pouvoir participer, de façon raisonnable, aux réunions ou aux discussions avec le Comité;
- faire rapport au Comité des politiques et des pratiques relatives aux facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance, une fois par année et chaque fois que des changements sont apportés.

Section V – Classes d'actifs admissibles à des fins de placement

5.1 De temps à autre, et conformément à la présente Politique, le Fonds pourrait être investi dans une ou l'ensemble des classes d'actifs et des sous-catégories de placement suivantes, que ce soit de façon directe ou par l'intermédiaire de fonds communs ou de fonds négociés en bourse qui détiennent ces placements. Dans la mesure où le Fonds est investi dans un fonds commun, les restrictions décrites ci-dessous et toute autre disposition de l'Énoncé qui pourrait être touchée ne s'appliqueront pas, mais les Gestionnaires devront respecter la politique de placement du fonds commun. Au moment de l'embauche, les Gestionnaires indiqueront aux membres du Comité en quoi les lignes directrices du fonds commun diffèrent de la présente Politique en ce qui concerne la diversification et les restrictions et présenteront aux membres du Comité leurs propres politiques sur les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance, dans la mesure où celles-ci influencent leurs décisions touchant la sélection des titres.

(a) « Titres » :

- actions ordinaires, débentures convertibles, bons de souscription d'actions, actions échangeables, droits d'acquisition d'actions, reçus de versement ou actions privilégiées de sociétés
- participations dans des sociétés en commandite
- fonds négociés en bourse, fiducies de placement immobilier et fiducies de revenu
- certificats de titre en dépôt

(b) « Titres à revenus fixes » :

- obligations, débentures ou autres instruments de créance émis par des organisations nationales, étrangères ou supranationales
- titres adossés à des crédits mobiliers
- titres hypothécaires
- hypothèques commerciales et résidentielles

- fonds communs principalement investis dans des prêts hypothécaires pour des biens immobiliers canadiens et américains
 - instruments de créance hybrides émis par des banques à charte canadiennes
 - dépôts à terme ou instruments semblables détenus par des sociétés de fiducie agréées et des banques
- (c) « Infrastructures » :
- fonds communs essentiellement investis dans des infrastructures américaines et canadiennes
- (d) « Biens immobiliers » :
- fonds communs principalement investis dans des biens immobiliers mondiaux
- (e) « Espèces et quasi-espèces » :
- dépôts dans une banque ou auprès d'une société de fiducie ayant une échéance à l'émission d'un an ou moins
 - titres du marché monétaire ayant une échéance à l'émission d'un an ou moins
 - obligations à taux variables
 - conventions de rachat ayant une échéance à l'émission d'un an ou moins
- (f) « Fonds spéculatifs » :
- fonds spéculatifs au moyen de fonds communs seulement, y compris, mais sans s'y limiter, les stratégies de rendement absolu, le crédit et les titres neutres sur le marché, le crédit découlant d'événements et le crédit mondial

(g) « Instruments dérivés » :

- contrats à terme et d'option qui sont régulièrement échangés sur une bourse reconnue ou un système d'échange public organisé où les valeurs marchandes sont facilement accessibles
- contrats à terme et accords de swap auprès d'établissements financiers qui satisfont aux normes de crédit de la Politique relatives aux quasi-espèces et au revenu fixe

Autres placements :

- 5.2 Le Fonds ne peut pas être investi dans des classes d'actifs ou des instruments qui ne figurent pas à la présente section, notamment les biens et services, les métaux précieux, les droits miniers, les lingots et les objets de collection.

Section VI – Objectifs des placements et facteurs de risque

- 6.1 La philosophie de placement générale du Fonds consiste à optimiser le taux de rendement réel à long terme assujéti à un degré de risque acceptable.
- 6.2 Voici les objectifs de placement du Fonds :
- L'objectif principal du Fonds consiste à maintenir le capital du Fonds à long terme.
 - L'objectif secondaire consiste à maintenir la valeur réelle du Fonds à long terme.
 - Le taux de rendement prévu à long terme du Fonds est de 4 % supérieur à celui de l'inflation (consigné dans l'indice des prix à la consommation) au cours de périodes continues de quatre ans.
- 6.3 Le rendement quantitatif général du Fonds sera considéré comme satisfaisant si le rendement annualisé total du Fonds dépasse de 1 % le rendement qui aurait pu être obtenu en investissant l'attribution normale, présentée dans le tableau ci-dessous, dans un placement passif au cours d'une période mobile de quatre ans.

Classe d'actifs	Indice de référence	Attribution normale
Titres canadiens	Indice composé S&P/TSX	25 %
Titres mondiaux	Indice MSCI World	35 %
Revenu fixe et hypothèques canadiens	Indice mixte composé de 80 % de l'indice obligataire universel FTSE Canada + 20 % de l'indice obligataire à court terme FTSE Canada	22 %
Infrastructures	IPC + 4 %	8 %
Biens immobiliers	IPC + 4 %	10 %

- 6.4 Le tableau suivant détaille, pour chaque composante du Fonds gérée activement, les attentes en matière de valeur ajoutée pour l'indice de référence correspondant. On s'attend à ce que les Gestionnaires atteignent ces cibles de rendement pour leurs mandats respectifs, sur une période mobile de quatre ans.

Classe d'actifs	Indice de référence	Attente en matière de valeur ajoutée
Titres canadiens	Indice composé S&P/TSX	Indice + 1 %
Titres mondiaux	Indice MSCI World	Indice + 1 %
Revenu fixe et hypothèques canadiens	Indice mixte composé de 80 % de l'indice obligataire universel FTSE Canada + 20 % de l'indice obligataire à court terme FTSE Canada	Indice + 0,4 %
Infrastructures	IPC + 4 %	0,0 %
Biens immobiliers	Indice MSCI Global Property Fund	0,0 %

- 6.5 Pour procéder à la mesure des taux de rendement du Fonds, tous les rendements seront mesurés avant l'application des frais de gestion des placements, mais après l'application des coûts de transaction, sur une période mobile de quatre ans. Tous les rendements indexés seront considérés comme des rendements globaux. Tous les rendements indexés étrangers seront convertis en dollars canadiens.
- 6.6 Le risque propre à la stratégie de placement au cours d'un cycle du marché (période de cinq à dix ans) comporte trois volets. Il existe un risque que les rendements du marché à long terme ne correspondent pas aux attentes. Dans la mesure où des mesures de gestion active sont employées, il existe un risque qu'aucune valeur ajoutée ne soit obtenue ou que la valeur soit négative. Il existe également un risque de volatilité annualisée; en effet, au cours d'une année donnée, le rendement réel pourrait être très différent du rendement à long terme prévu ou pourrait être négatif.

Section VII – Lignes directrices en matière de répartition d’actifs

7.1 Pour déterminer l’attribution normale qui permettrait le mieux d’atteindre les objectifs indiqués dans la présente Politique, il importe de tenir compte :

- (a) des facteurs décrits dans l’aperçu du Fonds;
- (b) de la nature à long terme des actifs du Fonds;
- (c) des attentes en matière de rendement à long terme et des risques associés aux principales classes d’actifs, de l’inflation, des taux d’intérêt ainsi que des relations entre les rendements;
- (d) des aspects pratiques.

7.2 Au cours d’un cycle de marché complet, l’attribution devrait demeurer dans les plages suivantes (celles-ci permettent également d’estimer l’attribution normale) :

Classes d’actifs par composante	Pourcentage du Fonds en valeur marchande		
	Attribution normale	Plage	
		<i>Minimum</i>	<i>Maximum</i>
Titres canadiens	25 %	15 %	30 %
Titres mondiaux	35 %	30 %	45 %
Titres totaux	60 %	50 %	70 %
Revenu fixe et hypothèques	22 %	15 %	30 %
Espèces et quasi-espèces	0 %	0 %	10 %
Infrastructures	8 %	4 %	12 %
Biens immobiliers	10 %	0 %	12 %

Les montants en espèces et en quasi-espèces pourraient également être retenus de temps à autre de manière temporaire et à court terme ou dans le but de créer des réserves défensives pour chaque classe d’actifs, à la discrétion de chaque Gestionnaire et dans les limites imposées par son mandat, et, aux fins du présent article, ces montants en espèces et en quasi-espèces seront inclus dans chaque classe d’actifs.

Durant les périodes de changement de la composition des actifs, la répartition peut dévier de la plage autorisée.

7.3 Si la composition des actifs se situe en dehors des plages ci-dessus à la fin de tout trimestre, le Comité prendra des mesures correctives pour rééquilibrer la composition des actifs et rétablir sa position dans les limites établies le plus rapidement possible. Le Comité pourrait également prendre des mesures pour faire en sorte que la combinaison d’actifs corresponde davantage à l’attribution normale, et ce, en tout temps.

Section VIII – Restrictions et limites imposées aux placements du Fonds

- 8.1 (a) Le Comité doit s'assurer que les exigences de diversification de la politique de placement du mandat de chaque Gestionnaire ou du fonds commun, de même que les montants des actifs attribués à chaque Gestionnaire ou fonds commun, sont conformes aux limites définies dans la présente section.
- (b) Sauf indication contraire, tous les pourcentages utilisés dans la présente section seront calculés selon les valeurs marchandes au moment de la publication.
- (c) Sauf dans le cas de fonds communs ou de valeurs mobilières émis ou garantis par le gouvernement du Canada ou d'une province canadienne détenant une cote minimale de « A », il est interdit de placer plus de 10 % de la valeur du Fonds dans une seule entité ou un seul groupe.
- 8.2 En ce qui a trait au portefeuille d'actions du Fonds :
- (a) Tous les avoirs investis doivent être soit cotés en bourse, soit convertibles ou échangeables en ce type de titres.
- (b) Il est défendu pour le Gestionnaire et le Fonds de participer à la gestion de toute entreprise dans laquelle le Fonds détient des placements.
- (c) Les avoirs investis doivent être diversifiés par entreprise, région, industrie, devise et pays. Cependant, il convient de tenir compte de la valeur relative de l'activité économique et de la capitalisation boursière.
- (d) En ce qui a trait à toute fiducie de revenu canadienne ou fiducie de placement immobilier canadienne, sauf dans les cas où l'unité de la fiducie est détenue dans un fonds commun régi par un accord stipulant que les investisseurs du fonds commun ne peuvent pas être tenus personnellement responsables des obligations de la fiducie ou du fiduciaire, cette fiducie :
- (i) doit être un émetteur assujéti aux lois régissant la vente des valeurs applicables au Canada;

- (ii) doit être assujéti aux lois d'une province qui limite les responsabilités des détenteurs d'unités par voie législative;
- (iii) doit être régie par des accords dégageant les bénéficiaires de toute responsabilité personnelle relative aux obligations de la fiducie ou du fiduciaire.

- (e) Tout intérêt dans un partenariat doit être en tant que partenaire limité, et non comme partenaire général.
- (f) Les titres non cotés à l'indice composé S&P/TSX ne peuvent pas constituer plus de 10 % du portefeuille d'actions canadiennes.
- (g) Les titres d'entreprises ayant une capitalisation boursière inférieure à 1 milliard \$ US, y compris d'entreprises à nombre d'actionnaires restreint, ne peuvent pas constituer plus de 10 % du portefeuille d'actions mondiales.
- (h) Les titres émis par des pays non cotés dans l'indice MSCI World ne peuvent pas constituer plus de 10 % du portefeuille d'actions mondiales.

8.3 En ce qui a trait au portefeuille de titres à revenu fixe du Fonds :

- (a) Tous les titres doivent être facilement négociables.
- (b) Les titres ayant une cote de crédit inférieure ou égale à « BBB (bas) » au moment de l'achat sont interdits.
- (c) La durée cumulative du portefeuille doit être maintenue en deçà de trois ans de l'indice universel obligataire FTSE Canada.
- (d) Il est interdit de placer plus de 5 % du Fonds dans une seule société ou valeur mobilière, sauf si le titre a été émis ou garanti par le gouvernement du Canada ou d'une province canadienne détenant une cote minimale de « A ».
- (e) Les titres adossés à des actifs doivent être cotés par au moins deux agences de cotation.

- (f) Les prêts hypothécaires doivent être garantis par des biens immobiliers canadiens et américains, et le montant de l'hypothèque ne doit pas être supérieur à 75 % de la valeur marchande du bien hypothéqué.
 - (g) Les titres dont la cote de crédit est inférieure ou égale à « A » ne doivent pas constituer plus de 30 % du Fonds.
 - (h) Les titres libellés en devises étrangères ne peuvent pas constituer plus de 15 % du Fonds.
- 8.4 En ce qui a trait aux instruments dérivés :
- (a) Toute utilisation d'instruments dérivés, directement à partir du Fonds ou à partir d'un fonds commun, doit être conforme à une politique étudiée et approuvée par le Comité à cette fin précise.
 - (b) Les instruments dérivés ne peuvent servir qu'à :
 - (i) ajuster la durée ou le risque de crédit du portefeuille à revenu fixe, de sorte qu'il respecte les plages établies dans la présente Politique;
 - (ii) reproduire le rendement des taux d'intérêt ou d'un indice reconnu du marché financier;
 - (iii) courir un risque lié à des titres autorisés par la présente Politique;
 - (iv) gérer le risque de change de biens étrangers;
 - (v) réduire le risque dans le cadre d'une stratégie de couverture.
 - (c) Les instruments dérivés ne peuvent pas être utilisés pour courir des risques autrement non permis par la présente Politique, ou qui dépasseraient les limites de la présente Politique si ces risques proviennent de marchés au comptant.

- (d) Tout Gestionnaire investissant dans des instruments dérivés doit déterminer quotidiennement la valeur marchande des risques courus.
- 8.5 En ce qui a trait aux montants en espèces et en quasi-espèces du Fonds :
- (a) Tous les montants en quasi-espèces, y compris ceux détenus dans les portefeuilles pour chaque classe d'actif à la discrétion du Gestionnaire, doivent avoir une cote minimale de « R-1 (bas) » et être immédiatement négociables ou échangeables.
 - (b) Tout dépôt dans une banque ou société de fiducie doit avoir une cote minimale de « A » ou être fait auprès d'institutions ayant depuis longtemps une cote égale ou supérieure à « A ».
- 8.6 Pour les fins de la présente section :
- (a) Toutes les cotes de crédit sont basées sur les cotes de l'agence Dominion Bond Rating Service, sauf mention contraire. Il est toutefois acceptable d'utiliser des cotes équivalentes provenant des autres grandes agences de notation.
 - (b) Si la cote de crédit d'un titre chute sous la limite indiquée après l'achat, le Gestionnaire doit, par écrit, en aviser le Comité et proposer les mesures à prendre dans les plus brefs délais.
 - (c) Les titres non cotés sont considérés comme ayant une cote inférieure aux exigences stipulées dans la présente section.
- 8.7 Sauf dans le cas d'instruments dérivés spécifiquement autorisés par la présente Politique, le Fonds ne peut ni acheter de titres sur marge ni effectuer de ventes à découvert. Il est défendu d'acheter des reçus de versement à moins de détenir aussi l'équivalent du prix d'achat non payé en espèces ou quasi-espèces.

Section IX – Prêts et emprunts

- 9.1 Il est défendu de prêter des actifs du Fonds, en tout ou en partie, à qui que ce soit, sauf :
- (a) en achetant des titres conformes aux exigences de la présente Politique en matière de revenu fixe ou de quasi-espèces;
 - (b) s'il s'agit d'un prêt de titres, soit par le dépositaire, soit par l'entremise d'un fonds commun qui prête des titres, sous réserve du maintien, en tout temps, d'une couverture de garantie d'au moins 102 % de la valeur marchande courante des titres prêtés;
 - (i) sous forme de titres liquides de haute qualité, lesquels doivent être définis dans un accord avec l'agent de prêt, qui doit également fournir une garantie bancaire pour tous les prêts;
 - (ii) en espèces, à condition que celles-ci soient placées de manière conforme aux exigences de la présente Politique en matière d'espèces et de quasi-espèces;
 - (c) en signant une convention de rachat, pourvu que la valeur marchande de la garantie détenue soit supérieure ou équivalente au prix de rachat avec les intérêts courus chaque jour, et que la garantie soit, en tous autres aspects, un placement admissible dans le cadre de la présente Politique.
- 9.2 Les emprunts d'argent au nom du Fonds sont interdits, et il est interdit de donner en garantie ou de grever de quelque façon les actifs du Fonds, sauf s'il s'agit de découverts de courte durée liés à la gestion normale du portefeuille au quotidien.

Section X – Évaluation des placements

- 11.1 Les placements dans des titres négociables doivent faire l'objet d'une évaluation mensuelle ou plus fréquente, par le dépositaire, à leur valeur marchande actuelle.
- 11.2 Les placements du Fonds dans des fonds communs détenant des titres cotés en bourse doivent être évalués selon les valeurs unitaires publiées par les Gestionnaires. Le dépositaire est responsable de demander et de saisir les valeurs unitaires mensuellement.
- 11.3 Si l'évaluation boursière d'un placement n'est pas immédiatement disponible, une estimation de la juste valeur du marché sera fournie par le Gestionnaire au dépositaire au moins une fois par trimestre. Cette juste valeur du marché peut être déterminée selon l'estimation la plus récente d'un expert indépendant, ou par d'autres moyens, comme la valeur actualisée des flux de trésorerie ou la comparaison avec des actifs semblables cotés en bourse. Dans tous les cas, il convient d'employer la même méthode au fil du temps.

Section XI – Conflits d'intérêts

- 11.4 Si un membre du Comité, un représentant ou un conseiller du Comité ou un employé travaillant au placement ou à l'administration du Fonds possède ou acquiert tout intérêt important, direct ou indirect, pouvant concerner le fonds de quelque manière ou est en position de bénéficiaire de façon importante de connaissances, d'une participation ou d'une décision de placement relative au Fonds, la personne concernée doit divulguer ce conflit d'intérêts au président du Comité dans les plus brefs délais. Le président devra alors immédiatement en aviser tous les membres du Conseil, qui devra décider des mesures à prendre en fonction des lignes directrices et politiques propres au Gestionnaire. La personne concernée devra par la suite s'abstenir de prendre toute décision liée à la question faisant l'objet du conflit, à moins d'indication contraire découlant d'une décision unanime des autres membres du Comité.
- 11.5 Tout Gestionnaire doit fournir au comité ses lignes directrices internes relativement à l'achat de titres auprès des membres de l'organisation du Gestionnaire, de ses sociétés affiliées et de toute entité dans laquelle le Gestionnaire ou ses sociétés affiliées détiennent des intérêts substantiels ou dans laquelle tout employé, époux d'employé ou enfant d'employé du Gestionnaire détient des placements substantiels.
- 11.6 Toute divulgation d'intérêt dans le cadre de la présente section sera enregistrée dans le procès-verbal de la réunion du Comité pertinente.
- 11.7 Tout écart par rapport aux procédures de la présente section ne constitue pas en lui-même une cause d'invalidation de décision, de contrat ou d'autre affaire.
- 11.8 Le Comité doit s'assurer de l'existence d'une politique adéquate en matière de conflits d'intérêts et de son respect par tous les Gestionnaires. Au minimum, le code d'éthique et les règles de déontologie adoptés par l'Institut CFA s'appliquent à tous les Gestionnaires.

Section XII – Droits de vote

- 12.1 La responsabilité d'exercer et de diriger les droits de vote acquis par l'intermédiaire des placements du Fonds doit normalement être déléguée au Gestionnaire, qui doit, en tout temps, agir avec prudence et dans l'intérêt des bénéficiaires. Le Gestionnaire doit fournir une copie de sa politique en matière de droits de vote au Comité, sur demande.
- 12.2 Le Gestionnaire doit conserver un historique de son exercice des droits de vote acquis par l'intermédiaire du Fonds et fournir une copie de cet historique au Comité, sur demande.

Section XIII – Surveillance

13.1 Le Comité doit vérifier régulièrement, au besoin et au moins une fois par année :

- (a) les actifs et le flux de trésorerie net du Fonds;
- (b) la composition actuelle d'actifs du Fonds;
- (c) le rendement des placements et la gestion du Fonds, ainsi que le travail de chaque Gestionnaire par rapport aux objectifs de la Politique, à sa politique de placement ou à son mandat individuel, le cas échéant;
- (d) les avoirs investis du portefeuille;
- (e) les frais et dépenses engagés pour la gestion du Fonds;
- (f) la conformité à la présente Politique.

À la suite de cette vérification, le Comité doit prendre toute mesure jugée prudente ou appropriée.

13.2 Le Comité ou un représentant désigné par le Comité doit rencontrer chaque Gestionnaire au moins une fois par année pour discuter du rendement des placements, des stratégies de placement, du rendement futur prévu et de tout changement apporté à l'organisation du Gestionnaire, à ses processus de placement ou à son personnel.

13.3 Les évaluations porteront principalement sur le rendement sur une période mobile de quatre ans, bien que l'on puisse également prendre en compte le rendement sur des périodes plus courtes ainsi que le rendement du Gestionnaire pour des comptes comparables avant sa nomination au Fonds. Le Gestionnaire ne sera pas nécessairement blâmé pour ne pas avoir atteint la cible de rendement à court terme. Cependant, le Comité peut conclure qu'en raison d'un rendement à court terme considérablement en deçà des objectifs, il est peu probable que le Gestionnaire atteigne son objectif de rendement en maintenant un degré de risque acceptable avant la fin du cycle de marché.

13.4 Le rendement des Gestionnaires sera mesuré en fonction des indices de référence applicables et des groupes homologues, de même qu'à partir d'autres critères, indices et groupes comparateurs non liés au rendement.

13.5 Les Gestionnaires seront aussi jugés selon des critères autres que le rendement, notamment :

- (a) le manquement aux lignes directrices de la Politique;
- (b) les changements touchant le personnel jouant un rôle clé dans la gestion des placements, les propriétaires et la structure organisationnelle;
- (c) la détérioration de la qualité et du niveau de service;
- (d) les frais de gestion des placements;
- (e) la situation financière du cabinet (y compris tout changement important relativement aux actifs gérés).

13.6 Le Comité doit déterminer s'il est nécessaire de communiquer au Conseil toute information découverte dans le cadre des activités de surveillance décrites aux présentes.

Section XIV – Examen des politiques

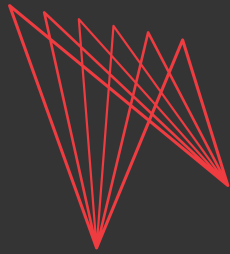
- 14.1 La présente Politique sera examinée et approuvée au moins une fois par année, ou chaque fois qu'un changement important s'impose. Un tel examen peut être nécessaire pour diverses raisons, notamment :
- (a) un changement dans les dépenses prévues du Fonds;
 - (b) une révision du rapport risque/rémunération prévu à long terme pour des classes d'actifs importantes;
 - (c) un changement des objectifs financiers ou de la tolérance au risque de la Fondation;
 - (d) la découverte de lacunes de la Politique lors de son application pratique;
 - (e) la nécessité de modifier la Politique à la suite de recommandations communiquée au Comité par un Gestionnaire.

Section XV – Facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance

- 15.1 Les entreprises qui omettent de tenir compte des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) s'exposent à des risques qui peuvent avoir une incidence défavorable sur leur rendement financier à long terme. Dans l'évaluation des entreprises en vue d'un éventuel investissement, les gestionnaires de placements doivent inclure une évaluation des risques et des possibilités susceptibles de découler des facteurs ESG.
- 15.2 Les gestionnaires actuels doivent s'efforcer d'intégrer les considérations ESG dans leur processus d'investissement et sont tenus de soumettre un rapport annuel sur l'évolution de leurs pratiques ESG. La manière d'intégrer les facteurs ESG dans le processus d'investissement sera prise en considération dans l'évaluation et la sélection de nouveaux gestionnaires de placements et les décisions de continuation des gestionnaires en place. Les gestionnaires de placements gardés par la Fondation resteront responsables de leurs décisions en matière de sélection des titres.

Les annexes supplémentaires de ce rapport annuel

se trouvent sur le site Web de la Fondation Asie Pacifique du Canada.



ASIA PACIFIC
FOUNDATION
OF CANADA

FONDATION
ASIE PACIFIQUE
DU CANADA